

Rapport n° 128/FRS/MERNOIR  
du 26 avril 2019

Marché n° 2018 1050 063 149  
EJ court 150 879 10 84  
notifié le 11 juin 2018  
réunion de lancement : 26 juillet 2018

## La région de la mer Noire, un nouveau talon d'Achille pour l'Europe et l'Alliance ?

*Les stratégies d'influence non militaires des grandes puissances  
de la mer Noire (Russie, Turquie)*

**EMMANUEL DREYFUS – ISABELLE FACON – NICOLAS MAZZUCCHI –  
JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE**

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**



# SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	5
<b>1 – SOFT POWER ET STRATÉGIES D’INFLUENCE DE LA TURQUIE.....</b>	<b>7</b>
1.1 – Turcs de l’extérieur et « Apparentés » .....	8
1.2 – Des institutions dédiées qui font système : le cas de la TİKA.....	10
1.3 – Médias, séries télévisées et techniques contre-informationnelles .....	11
1.4 – Politique culturelle, politique de la langue et éducation : un enjeu redéfini .....	13
1.5 – Diplomatie économique et stratégies commerciales tous azimuts.....	15
<b>2 – STRATÉGIES D’INFLUENCE DE LA RUSSIE : UN SOFT POWER DÉFAILLANT, UN RÉFLEXE DE COERCITION PERSISTANT .....</b>	<b>16</b>
<b>2.1 – Ukraine, Géorgie, Moldavie .....</b>	<b>17</b>
2.1.1 – Outils de coercition économique et instrumentalisation des minorités ....	18
A.– Embargos, travailleurs migrants et énergie : les trois principaux instruments de coercition non militaire de Moscou .....	18
B.– Les minorités, instruments d’influence de Moscou dans la région ? .....	23
2.1.2 – Soft ou sharp power ? Les relais politiques, médiatiques et religieux de l’influence russe en Moldavie, en Ukraine et en Géorgie .....	27
A.– Pragmatiques ou défendant idéologiquement le renforcement des relations avec la Russie : sur quels types de forces politiques Moscou s’appuie-t-elle dans la région ? .....	27
B.– Quelles ressources médiatiques pour Moscou dans la région ? .....	29
C.– Le facteur religieux.....	32
2.1.3 – L’échec relatif de la politique d’influence de Moscou dans les pays ex-soviétiques de la région mer Noire .....	34
A.– Moscou échoue à être un pôle d’attraction, et ses instruments de coercition s’avèrent globalement inefficaces .....	35
B.– Peut-on vraiment parler de stratégie d’influence ?.....	36

<b>2.2 – Les pays membres de l'UE et de l'OTAN : une Bulgarie sous influence, une Roumanie résiliente.....</b>	<b>37</b>
2.2.1 – Une Bulgarie sous forte influence russe .....	37
A.– La proximité historique et culturelle .....	39
B.– Les liens entre les Églises.....	40
C.– Une opinion publique globalement sympathique à la Russie.....	41
D.– Une scène politique ouverte à l'influence de la Russie.....	42
E.– Une forte empreinte économique russe : source de vulnérabilité ? .....	44
2.2.2 – Une Roumanie résistante et peu perméable à l'influence russe .....	50
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>54</b>
<b>ANNEXE 1</b>	
<b>INFRASTRUCTURES ET CAPACITÉS CYBER DE LA RÉGION DE LA MER NOIRE .....</b>	<b>57</b>

# La région de la mer Noire, un nouveau talon d'Achille pour l'Europe et l'Alliance ? *Soft power et stratégies d'influence*

---

## INTRODUCTION

La Russie et la Turquie disposent, en mer Noire, de différents moyens pour tenter d'entretenir ou de renforcer leur influence dans les autres pays riverains – leviers économiques, réseaux politiques et économiques plus ou moins formels mais aussi projection culturelle et informationnelle. Les deux pays ont des approches similaires des populations prioritairement visées par cette projection – le « monde russe » pour les uns, les « Turcs et Apparentés » pour les autres, deux notions recouvrant une acception large (parenté ethnique mais aussi proximité politique, culturelle, historique), permettant une diffusion vaste et appuyée de narratifs favorables à Moscou<sup>1</sup> et Ankara<sup>2</sup>, et, souvent, défavorables aux Occidentaux.

Les politiques d'influence des deux grandes puissances de la mer Noire, surtout dans le cas russe, revêtent des aspects offensifs, y compris dans des domaines classiquement rattachés au *soft power* tel que décrit par Joseph Nye. Dans l'étude des stratégies d'influence russes à destination de l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, le terme de contrainte, voire de coercition apparaît souvent pertinent (voir *Partie 2.1*). Les autorités turques, et, plus encore, russes, n'hésitent pas à jouer de la manipulation de l'information et des perceptions ou de la désinformation. Les interférences russes dans la vie politique des États voisins sont récurrentes. Ainsi, à plusieurs égards, et de façon particulièrement marquée pour Moscou, les stratégies d'influence de la Russie et de la Turquie relèvent

---

<sup>1</sup> Comme le résume le chercheur Mathieu Boulègue, la notion de « monde russe », telle qu'elle a été mobilisée par les autorités russes de façon particulièrement active au plus fort du conflit en Ukraine (2014-2015), « englobe aussi bien les citoyens russes résidant hors des frontières de la Fédération, les Russes ethniques vivant à l'étranger, les individus liés à la Russie pour des raisons familiales et historiques, les pro-russes auxquels le Kremlin a offert un passeport ou encore ceux qui font le 'choix' de la Russie comme assimilation identitaire personnelle. Le 'monde russe' est par conséquent défini sur des bases non pas seulement ethniques mais également culturelles, spirituelles, historiques et linguistiques » (« La recomposition de 'l'étranger proche' à la lumière des événements en Ukraine », *Notes de la FRS*, n° 17, 2015, 30 juillet 2015, p. 5).

<sup>2</sup> Pour un développement sur la notion de « Turcs et apparentés », voir la partie 1.1.

davantage de la notion de *sharp power*<sup>3</sup> que de celle de *soft power*. De fait, elles peuvent avoir des effets subversifs sur les sociétés visées, dont il a été relevé dans le volet de l'étude portant sur les enjeux stratégiques et militaires<sup>4</sup> qu'elles montraient toutes, à des degrés divers, une perméabilité à des influences extérieures délétères et à des risques relevant de l'hybride du fait de la situation de corrosion politique et institutionnelle qui les frappe, certes dans des mesures variables.

---

<sup>3</sup> Ce concept a été introduit par les politologues Christopher Walker et Jessica Ludwig pour désigner les outils politiques et d'information mobilisés par les puissances à régime autoritaire (principalement la Russie et la Chine) pour « *percer, pénétrer, ou perforer les environnements politiques ou informationnels des pays cibles* », tandis que le *soft power* est censé reposer sur l'attraction culturelle ou des valeurs pour porter l'influence et la puissance d'un pays dans le monde (National Endowment for Democracy, *Sharp Power. Rising Authoritarian Influence*, décembre 2017, p. 13). Une des clefs de l'efficacité des puissances autoritaires dans ces entreprises, selon Joseph Nye, est que ces puissances utilisent « *l'asymétrie d'ouverture entre leurs propres systèmes restrictifs et les sociétés démocratiques* ». Pour lui, le *sharp power* est, en fait, « *un type de hard power* », tout en admettant que la distinction entre *soft power* et *sharp power* n'est pas toujours aisée, puisque « *toute persuasion implique des choix quant à la manière de construire l'information* ». Et de préciser que c'est « *seulement quand cette construction se mue en tromperie, ce qui limite les choix volontaires du sujet, qu'elle franchit le cap de la coercition* » (Joseph S. Nye, « How Sharp Power Threatens Soft Power », [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com), 24 janvier 2018).

<sup>4</sup> Compte rendu de la table ronde n° 2, 11 janvier 2019.

## I – *Soft power* et stratégies d'influence de la Turquie

**Jean-François Pérouse**

A l'instar de l'ensemble des nouvelles stratégies d'influence turques déployées à une échelle globale<sup>5</sup>, les capacités du *soft power* turc dans les pays riverains de la mer Noire ont été notablement renforcées ces dernières années, alimentées par des moyens croissants, de nouvelles institutions et une production idéologique abondante axée sur la référence ottomane, la référence turciste et, dans une mesure contrôlée, la référence musulmane. Les trois références convergent le plus souvent dans cet effort pour « réconcilier la Turquie avec son histoire et sa géographie »<sup>6</sup>. Il s'agit d'exalter le moment de la *pax ottomanica* en mer Noire (jusqu'à la conquête de la Crimée en 1783), de soutenir, dans la défense de leurs droits et dans leurs revendications identitaires, les « frères de race » – selon l'expression officielle – et les frères en religion. Ce, sans heurter le partenaire russe, souci actuel constant<sup>7</sup>. De la sorte, la Turquie s'emploie à s'imposer à la fois comme un diversificateur d'influences (contre les hégémonies), un médiateur « naturel » et indispensable au service de la paix et de la justice régionales et une puissance économique et politique régionale dotée d'une légitimité et d'un droit de regard et d'intervention quasi permanent.

Le dispositif turc s'appuie sur trois canaux et ressorts interdépendants qu'il faut analyser en parallèle et dans leurs interactions continues tant ils font système :

- ➔ « Turcs de l'extérieur » ou « Apparentés », de plus en plus mobilisés au service de la politique d'influence et de surveillance ;
- ➔ Institutions étatiques ou paraétatiques aux moyens considérablement renforcés (TRT, TİKA, Diyanet İşleri, Yunus Emre Enstitüsü (YEE), YTB, AFAD / Croissant Rouge, Turkish Airlines...) ;
- ➔ Entrepreneurs privés. Il s'agit en premier lieu d'entrepreneurs du secteur du BTP (construction d'infrastructures de transport, de centres commerciaux, d'hôtels, de centrales électriques ou de barrages) pour lesquels le marché de la zone mer Noire et le marché de la CEI plus largement sont devenus cruciaux. Le secteur agro-alimentaire vient en deuxième ligne. L'implantation des entreprises turques remonte aux années 1990 et ne s'est pas démentie depuis.

---

<sup>5</sup> Pour un aperçu sur la restructuration de cette stratégie globale, voir le numéro spécial (2015/21) de la revue *European Journal of Turkish Studies*, « [Beyond Soft Power. The Stakes and Configurations of the Influence of Contemporary Turkey in the World](#) ». Voir aussi l'article « fondamental » d'Ibrahim Kalin, l'actuel porte-parole du gouvernement turc et conseiller principal du président Erdoğan (avec rang d'ambassadeur) : « [Soft Power and Public Diplomacy in Turkey](#) », *Perceptions*, Autumn 2011, Vol. XVI, n° 3, pp. 5-23. Pour un autre cadrage général, s'appuyant sur les exemples du Kosovo et de l'Irak du Nord, voir Behar Sadriu « [Networks of Influence: Reconceptualising Soft Power](#) », communication IFEA (2013).

<sup>6</sup> Ibrahim Kalin, *Ibid.*, p. 3 et 10.

<sup>7</sup> Voir le rapport 2, « Enjeux stratégiques, sécuritaires et militaires », 26 janvier 2019.

Elle participe à une forme d'intégration des économies qui sert de toile de fond constante aux rapports diplomatiques et culturels.

Cependant, si les moyens dévolus tous azimuts ont fortement augmenté, il convient de considérer avec prudence les chiffres produits, reproduits et diffusés à l'envi par les multiples instances et relais de la communication officielle turque, qui se caractérise par une propension à exagérer sans qu'aucune possibilité de vérification sérieuse ne soit offerte compte tenu de l'opacité et de la complexité du système en jeu. La Turquie prétend ainsi être devenue la première puissance mondiale humanitaire par le budget engagé<sup>8</sup>, de même que la première puissance « culturelle », via l'UNESCO, au terme d'agrégats et de calculs qui paraissent discutables. Mais, et c'est l'une des forces de la politique d'influence turque, les incessantes déclarations triomphantes ont un effet performatif qu'aucune mise en cause critique ou qu'aucun démenti ultérieur ne peuvent prétendre avoir.

### **1.1 – Turcs de l'extérieur et « Apparentés »**

Un des moteurs principaux des stratégies d'influence turques est incontestablement de s'appuyer sur les « Turcs de l'extérieur » (citoyens turcs émigrés plus ou moins durablement) et sur les « apparentés » (*akraba*), citoyens des pays visés censés avoir des affinités ethniques (culturelles et religieuses) avec les Turcs de Turquie. Une nouvelle institution – la Direction des Turcs de l'Extérieur et des Communautés d'Apparentés (<https://www.ytb.gov.tr>) – a même été mise en place en avril 2010 pour encadrer et soutenir cette double action, avec des moyens importants. La politique turque consiste à faire de chacun de ses citoyens à l'extérieur un agent actif de la défense et du rayonnement de son pays (parfois même un agent de renseignement « volontaire ») et de chaque apparenté – un fidèle relais entretenu dans une relation de reconnaissance au pays-protecteur. Car, comme le suggère la devise de TİKA (l'Agence Turque de Coopération et de Coordination/Développement évoquée ci-après), la Turquie s'estime investie d'un devoir de protection vis-à-vis de ses apparentés, qu'il s'agisse des Turcs de Bulgarie (800 000 ?), des Gagaouzes – chrétiens mais « ethniquement turcs » – de Moldavie (170 000 dans le « Territoire gagaouze » reconnu en 1994, auxquels il faudrait ajouter ceux d'Ukraine, de Turquie, de Roumanie et de Bulgarie<sup>9</sup>), des Tatars de Crimée (270 000 ?), des Tatars de la Fédération de Russie (6 millions au total, dont un peu moins de 2 millions en République Autonome du Tatarstan), des Turcs meskhètes originaires de Géorgie (estimés entre 70 000 et 95 000 en Fédération de Russie) ou de la mosaïque complexe des Musulmans du Nord ou Sud Caucase (autour de 600 000 en Géorgie –

---

<sup>8</sup> Voir l'article d'*Euronews-Turquie* du 21 juin 2018, « [La Turquie leader mondial de l'aide humanitaire](#) ».

<sup>9</sup> Soit respectivement 32 000, 15 000, 1 500 et 3 000 personnes environ.



Abkhazie comprise –, sunnites en majorité, mais subdivisés en de nombreuses communautés<sup>10</sup>). Ces populations très hétérogènes, dont les affinités linguistiques, religieuses ou ethniques avec la Turquie sont diversement reconstruites et réactivées par cette dernière au service de ses intérêts, et dans les limites constantes impliquées par la relation turco-russe, constituent donc des cibles et des relais « naturels » de la politique d'influence d'Ankara.

Ainsi la première visite officielle du « seul préfet turc de Bulgarie » (selon la presse de Turquie), nommé en janvier 2019 dans la province de Ratzgrad, fut rendue au représentant de la TİKA en Bulgarie ! Les multiples associations de citoyens turcs originaires de la zone constituent aussi d'efficaces leviers d'action, à l'instar de celles des Turcs de Bulgarie<sup>11</sup> ou des Tatars de Crimée. L'Association des Turcs de Crimée<sup>12</sup>, fondée en 1955, a été reconnue d'utilité publique par l'État turc en 1992, et contribue autant à maintenir des liens avec le territoire d'origine qu'à mettre à l'agenda de l'État la question du sort des frères de Crimée. De la même façon, les associations abkhazes et adyguéennes de Turquie<sup>13</sup> jouent un rôle non négligeable dans les relations actuelles de la Turquie avec la Géorgie, alimentant de croissantes mobilités d'affaires et de tourisme identitaire ou même humanitaire.

Les « affinités ethniques et religieuses » cultivées opportunément par la Turquie dans la zone mer Noire ne paraissent en aucun cas, surtout depuis le rapprochement de 2015, pouvoir être à l'origine de frictions avec le grand voisin russe. Par rapport aux années 1990, la prudence turque actuelle sur les dossiers caucasiens est flagrante. Après les assassinats réitérés de responsables tchéchènes opposés à la Russie (et « réfugiés » en Turquie, sans jouir de statut de protection pour autant) survenus récemment (quatre en 2009-2011, un début novembre 2015, tous à Istanbul), les autorités turques n'ont pas fait preuve d'une grande obstination pour la conduite d'enquêtes et l'établissement des responsabilités. Quand on compare au zèle déployé par ces mêmes autorités après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le Consulat Général d'Arabie Saoudite d'Istanbul (le 2 octobre 2019), la différence de traitement est frappante. En direction des Tatars de Crimée et d'ailleurs, l'action de la Turquie est avant tout d'ordre symbolique, culturel et économique ; et quand la dimension religieuse est activée, elle passe le plus souvent par des canaux mixtes qui incluent des institutions russes officielles.

---

<sup>10</sup> Notamment en Adjarie (Batoumi), zone proche de la Turquie.

<sup>11</sup> Les Syriens réfugiés mis à part, les Bulgares constituent le premier groupe étranger résidant en Turquie ; en outre, on estime que plus d'un million et demi de citoyens turcs (non binationaux) sont d'origine bulgare (en remontant jusqu'aux grands-parents).

<sup>12</sup> Voir son site Internet : <http://www.kirimdernegi.org.tr/dernek/tarihce>

<sup>13</sup> Ces groupes (*Abkhaz* et *Adige* en turc) sont souvent amalgamés dans l'appellation générique de Circassien (*Çerkes*). Le mensuel *JINEPS* (« La voix libre des Circassiens ») rend bien compte de la vitalité (reconstruite) de ce tissu associatif et de la vigueur des liens avec la terre origine quittée au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle.

## 1.2 – Des institutions dédiées qui font système : le cas de la TİKA

Il serait fastidieux de rendre compte de l'ensemble des institutions étatiques ou para-étatiques engagées dans la politique d'influence. Quelques exemples suffiront pour illustrer leur abondance, leurs interférences et leur récent – et impressionnant – *empowerment*.

L'Agence Turque de Coopération et de Coordination/Développement (TİKA), créée en 1992 soit immédiatement après l'effondrement de l'URSS et du bloc socialiste qui lui était lié, fait partie des institutions clés au cœur des stratégies d'influence turques. Sous la tutelle du ministère turc des Affaires étrangères à ses débuts, l'Agence est passée sous celle du Premier ministre en 1999, puis récemment sous celle du ministère de la Culture et du Tourisme<sup>14</sup>. Sa devise, selon les termes du président de la République actuel, est la suivante : « *En tant que Turquie prête à intervenir partout dans le monde où se trouvent des gens en souffrance, notre mission est de nous porter au secours et d'offrir une aide, plus ou moins importante* ».

La zone de la mer Noire se trouve au cœur de l'action de la TİKA puisque située à l'articulation entre deux des quatre directions régionales de celle-ci : « Balkans et Europe de l'Est » d'une part, « Asie centrale et Caucase » d'autre part. Ainsi, lors de sa visite en Moldavie à la mi-octobre 2018, le président turc n'a pas manqué de s'appuyer, dans toutes ses déclarations publiques, sur l'action de la TİKA dans le territoire autonome des Gagaouzes (Comrat). Il y a ainsi inauguré une crèche et un centre de soins (du nom d'Aziz Sancar, Américain d'origine turque, co-Prix Nobel de chimie en 2015). A cette occasion, tout en promouvant les établissements médicaux turcs privés, il a insisté sur le rôle modernisateur de la Turquie, à la pointe de la recherche. Un rôle qui placerait son pays à égalité avec les pays d'Europe de l'Ouest, voire au-delà en termes de niveau de développement technologique et de dévouement désintéressé. Parallèlement, le président a évoqué le programme de formation des personnels de la Cour des Comptes moldave, la rénovation du bâtiment de la présidence moldave endommagé lors d'émeutes en 1999, de même que le projet d'un « complexe » (*külliyeye*) éducatif (au nom de Recep Tayyip Erdoğan) destiné à la jeunesse urbaine de Chisinau.

Dans son action dans la zone, la TİKA s'adosse aussi au Croissant Rouge turc et à l'AFAD (Direction pour la Gestion des Situations de Catastrophe et d'Urgence<sup>15</sup>), nouvelle agence humanitaire du pouvoir turc en plein essor, confirmant la Turquie dans son rôle de puissance protectrice dotée d'une capacité d'intervention accrue auprès des démunis et laissés pour compte de toute la planète. L'AFAD est intervenue plusieurs fois en

---

<sup>14</sup> A noter qu'un de ses responsables entre 2003 à 2007 fut Hakan Fidan, personnalité encore actuellement très proche du président Erdoğan, à la tête des Renseignements turcs depuis mai 2010.

<sup>15</sup> Liée au ministère de l'Intérieur depuis 2018 (elle relevait auparavant de l'Administration du Premier ministre), l'AFAD a été créée en 2009.

Géorgie, comme en juillet 2015 après des inondations mortelles. En juillet 2018, un protocole a même été signé entre l'AFAD et le ministère géorgien des Affaires étrangères pour la mise aux normes internationales du dispositif géorgien d'intervention d'urgence. Par son action humanitaire spectaculaire, la Turquie est parvenue, ces dernières années, à étendre encore la communauté de ses obligés dans la zone – au-delà même des Turcs de l'extérieur et des « Apparentés », toute victime devenant un protégé (et un levier d'influence) potentiel<sup>16</sup>.

### **1.3 – Médias, séries télévisées et techniques contre-informationnelles**

Du côté des médias, la Turquie s'affirme par une politique de diffusion de programmes adaptés aux pays de la zone mer Noire (entendue au sens large), par le biais de canaux spécifiques. L'institution publique TRT (Radio et Télévision de Turquie) dispose, depuis 2009, d'une nouvelle chaîne, « TRT AVAZ » – avatar de TRT-AVRASYA lancée dès 1992 –, destinée aux « pays turcophones », et qui travaille en coordination étroite avec tous les autres acteurs des stratégies d'influence. De même, l'Agence Anatolie (*Anadolu Ajansı*, AA) est implantée en permanence dans tous les pays de la zone, relayant la propagande de l'État turc relative à la puissance et aux bienfaits de ce dernier.

La diffusion des séries télévisées turques participe d'une stratégie équivalente. Si elle a beaucoup été étudiée dans son application vis-à-vis des pays arabes ces dernières années, cette technique d'influence est en fait plus ancienne et établie vis-à-vis des pays de la zone mer Noire. Les quelques études conduites montrent que ces séries diffusées depuis plus de quinze ans servent à la fois l'image positive du pays (le rendant attirant au point de générer des mobilités de tourisme télévisuel) et la turcophonie (même auprès de populations qui ne sont pas « apparentées »), tout en activant un imaginaire ottoman qui peut faire lien et toile de fond<sup>17</sup>.

Parallèlement, la Turquie, qui s'est dotée en janvier 2010 d'un « Bureau de la Diplomatie publique » attaché à l'administration du Premier ministre, a développé en direction de chaque pays de la zone des stratégies puissantes de communication via Internet et les réseaux sociaux. L'objectif avoué de ce bureau est d'orienter et de coordonner les initiatives en matière de communication publique en vue de défendre, sur la scène internationale, l'image d'une Turquie puissante et de lutter contre les préjugés et représentations négatives. Ainsi, un peu à l'instar de ceux de la Russie, dans chaque pays concerné, des sites spécifiques, comme <https://ukrturk.net> (pour l'Ukraine), <http://turkrus.com> (pour la Russie), <http://www.bulturk.net/index.html> (pour la Bulgarie), ont été mis en

---

<sup>16</sup> Voir F. Keyman & O. Sazak, « [Turkey as a 'Humanitarian State'](#) », *Pomeas Policy Paper*, n° 2, juillet 2014.

<sup>17</sup> Voir Nedim Emin, « [Comment interpréter l'intérêt pour les séries turques dans les Balkans](#) », posté sur le site du *think tank* SETA le 8 mai 2013.

place pour relayer et exalter dans les langues nationales l'action multiforme de la Turquie. En parallèle, des comptes Twitter travaillent 24h/24 à diffuser la doxa turque, utilisant sans vergogne les technologies éprouvées des *fake news* et des « informations de contre-feu » destinées à invalider des informations jugées nuisibles à l'image de la Turquie. Ces dernières années, on assiste à une véritable massification de ces pratiques contre-informationnelles assurées à la fois par des professionnels et par des « volontaires » zélés en nombre, enclins à servir ce qu'ils considèrent comme une cause nationale.

On sait que la Turquie est identifiée par le *Reuters Institute Digital News Report 2018* (p. 40) comme le pays (sur les 37 étudiés) où la question des fausses informations est la plus saillante<sup>18</sup>. Le contrôle croissant exercé par le pouvoir sur la circulation des informations *online* comme *offline* permet à celui-ci d'imposer sa version et de discréditer (voire de bloquer totalement) toutes les interprétations qui ne sont pas conformes à celle-ci. Un des meilleurs exemples concerne l'assassinat de l'ambassadeur de la Fédération de Russie (Andreï Karlov) à Ankara le 19 décembre 2016. La version officielle des faits, que l'enquête policière et judiciaire n'a pas vraiment corroborée de façon convaincante, attribue la responsabilité de ce meurtre spectaculaire à la communauté de Fethullah Gülen. Toute tentative d'émettre des doutes sur cette interprétation imposée est neutralisée par la machine coercitive de contrôle de l'information mise en place. Il en va de même à propos de l'assassinat de deux policiers à Ceylanpınar le 22 juillet 2015 – événement qui a servi de prétexte à une sévère recrudescence de la répression contre le mouvement kurde –, attribué à la guérilla kurde par les médias pro-gouvernementaux, en dépit de l'absence de preuves (en avril 2019, la justice a même acquitté les présumés responsables !). En outre, depuis 2015, les médias indépendants évoquent une organisation spécialisée dans la diffusion de contre-vérités, dénommée « Le Pélican », placée sous la tutelle du ministre du Trésor et des Finances Berat Albayrak (gendre du président de la République) et de son frère Serhat Albayrak, lui-même à la tête d'un des plus importants groupes de presse de Turquie (Turkuvaz, qui possède notamment le quotidien *Sabah*, au cœur de ce dispositif, dont l'édition internationale a été récemment redéveloppée). À signaler que Berat Albayrak est l'ancien responsable de la holding Çalık, particulièrement présente dans le secteur de l'énergie, du BTP, de la finance et des télécommunications, et ce tout spécialement dans la zone de la mer Noire (liens organiques avec Gazprom et Rosneft depuis 2009).

Pour autant, la Turquie ne semble pas avoir mis au point un dispositif transnational de cyber-influence aussi efficace que celui de la Russie.

---

<sup>18</sup> Voir <http://media.digitalnewsreport.org/wp-content/uploads/2018/06/digital-news-report-2018.pdf?x89475>

#### **1.4 – Politique culturelle, politique de la langue et éducation : un enjeu redéfini**

La très active « politique culturelle » turque est portée par deux institutions qui travaillent en relation permanente avec le réseau diplomatique, lui-même en voie de densification : d'une part la Direction des Affaires religieuses (*Diyanet İşleri*) – directement liée à la Présidence, au même titre que les Renseignements ou le Directorate de l'Industrie de Défense –, d'autre part l'Institut Yunus Emre (YEE), agence qui prétend rivaliser avec le réseau British Council ou Goethe-Institut. Cette dernière structure a été créée en 2009, et se trouve déjà implantée de façon permanente dans 62 pays, par le truchement de 139 relais dont un quart est situé dans la zone de la mer Noire. Son rôle consiste à la fois à diffuser la langue turque (de Turquie), à promouvoir les valeurs culturelles turques et à reconstruire une histoire commune, considérée comme une toile de fond indispensable à des relations privilégiées. De la Bulgarie à la Géorgie, le YEE œuvre à mettre en valeur le patrimoine turc et ottoman des pays considérés par des restaurations de monuments ou des collectes et numérisations d'archives ; ainsi qu'à promouvoir de nouveaux imaginaires et des « modernités alternatives »<sup>19</sup> à la modernité occidentale. Cet effort illustre la volonté désormais farouche de diversifier les références civilisationnelles et, par-là, de relativiser la référence occidentale : dans cette optique, la modernité turque de la « Nouvelle Turquie » doit être exaltée, de même que la russe ou la chinoise.

À Kazan (République du Tatarstan, Fédération de Russie), le YEE déploie, en coordination avec le Consulat Général turc, une politique active destinée à entretenir un lien affectif (et de reconnaissance) à la Turquie, en magnifiant de grandes figures intellectuelles tatares immigrées dans l'Empire ottoman. En Roumanie, le YEE est présent depuis 2011 à la fois dans la capitale et à Köstence/Konstanța, sur les bords de la mer Noire. Depuis l'accession à l'Union européenne de la Bulgarie et de la Roumanie (2007), la politique turque tend à se concentrer davantage vers les « territoires ethniques » de ces deux pays, qui sont, de surcroît, des territoires de moindre développement. La province de Ratzgrad, en Bulgarie, et celle de Köstence, en Roumanie, sont des provinces relativement en retard par rapport à la moyenne nationale de leur pays respectif ; elles sont en conséquence des cibles toutes désignées de l'aide internationale turque.

Par ailleurs, les acteurs étatiques de la politique culturelle peuvent compter sur une myriade d'associations et de fondations plus ou moins turcistes et/ou islamisantes, qui s'emploient à relayer l'action officielle. Par exemple, la vieille union professionnelle İLESAM (dont l'origine remonte à 1951) organise depuis 2017 de grands symposiums – les « Symposiums pour la Nation et la Solidarité » –, qui s'adressent à l'ensemble des

---

<sup>19</sup> İbrahim Kalın, « [Soft Power and Public Diplomacy in Turkey](#) », op. cit., p. 6.

Turcs et Apparentés, participant à la généralisation à l'ensemble du « monde turc » de la rhétorique de loyauté au président turc actuel<sup>20</sup>.

La Direction des Affaires religieuses<sup>21</sup> dispose, avec une augmentation de 34,3 % en 2019, d'un budget deux fois supérieur à celui des Affaires étrangères ou à celui de la Culture et du Tourisme. Ancienne institution, la Direction des Affaires religieuses vise à la formation religieuse (et linguistique) et à l'encadrement moral des populations turques émigrées ou des populations apparentées (comme les Tatars de Crimée ou ceux de la République autonome du Tatarstan). Pour cette institution, la dimension religieuse est inséparable de la dimension nationale et « ethnique ». La Diyanet contribue ainsi à promouvoir un islam sunnite *alla turca*, standard, souvent méfiant ou ignorant par rapport aux expressions et traditions locales. Dans les pays majoritairement chrétiens comme l'Ukraine, elle se fait le champion du dialogue inter-religieux.

Comme on l'a vu plus haut pour la Moldavie, la TİKA se mêle aussi de culture. En témoigne le programme de soutien à l'enseignement du turc dans les meilleurs lycées de Tbilissi lancé en août 2018. L'option "turc" existe en effet depuis 2016 dans ces lycées.

Un des enjeux de la politique éducative (comme de la politique économique d'ailleurs) de l'État turc à l'extérieur depuis la fin 2013 réside dans la « dégülenisation » de ses acteurs. Depuis 2014, avec une forte accélération après le coup d'État manqué du 16 juillet 2016, la « dégülenisation » des acteurs du *soft power* turc va bon train. Elle prend plusieurs formes (marginalisation, exclusion, reconversion, fermeture d'institutions...) et n'est pas sans effets négatifs sur l'efficacité du dispositif. Les réseaux d'hommes d'affaires liés à la mouvance Fethullah Gülen (Tüskon, DA...) avaient eu la primeur du *soft power* turc dans la zone mer Noire. Aucune communauté religieuse concurrente ne semble pour autant en mesure de se substituer à celle de Fethullah Gülen ; ce qui laisse le champ libre à la Diyanet et au réseau de substitution des écoles *Maarif*.

Dans le pourtour de la mer Noire, les écoles de Gülen se trouvaient surtout en Roumanie et, plus encore, en Géorgie. Le poids des Gülenistes dans ce pays a reculé mais en Géorgie, certains établissements fondés par Gülen sont toujours là, notamment l'Université de la Mer Noire à Tbilissi, dont l'un des piliers est la mère de l'ancien président géorgien Saakashvili. En Géorgie, le nom des écoles a changé, certains hauts cadres ont été démis. S'il reste encore des écoles, leur statut a été modifié, et elles sont davantage sous le contrôle de l'État qu'auparavant.

---

<sup>20</sup> Voir le site Internet de cette union et le programme du dernier symposium organisé le 21 février 2019 à Ankara avec des représentants des Turcs meskhètes originaires de Géorgie (dits *Ahıska Türkleri*), des Azéris d'Azerbaïdjan et des Tatars de Crimée pour la zone qui nous intéresse. On estime que depuis l'exil forcé de 1944, la diaspora meskhète se répartit de la manière suivante : Turquie : 40 000 à 76 000 ; Russie : 70 000 à 95 000 ; Kazakhstan : 150 000 à 180 000 ; Ouzbékistan : 15 000 à 38 000.

<sup>21</sup> Voir le [numéro spécial](#) de la revue *European Journal of Turkish Studies* (2018/27) consacré à la « politique étrangère » de cette institution.

## 1.5 – **Diplomatie économique et stratégies commerciales tous azimuts**

La Turquie offre un exemple frappant d'interactions permanentes entre diplomatie économique – publique, parapublique ou privée – et stratégies d'influence. Le meilleur exemple en est sans doute l'action de la compagnie aérienne publique Turkish Airlines (THY), qui sponsorise de nombreuses activités « culturelles » dans les pays de la zone mer Noire. C'est le cas en Bulgarie, et tout particulièrement dans la région turcophone du pays, où THY a organisé, en septembre 2018, une grande distribution de matériel éducatif et sportif en direction de la jeunesse. Quelques mois auparavant, la TİKA procédait, au même endroit (à Razgrad, chef-lieu de cette région à majorité turcophone), à une distribution habilement médiatisée d'équipements pour personnes handicapées. L'ouverture de nouvelles lignes aériennes directes – soutenue par des groupes d'intérêt influents comme l'Assemblée des Exportateurs de Turquie (TİM<sup>22</sup>) – s'inscrit dans la même stratégie. On pense par exemple à la ligne Ankara-Tbilissi ouverte en janvier 2019, alors même que la société TAV Airports Holding exploite les principaux aéroports de Géorgie.

Les réseaux d'hommes d'affaires turcs sont toujours aussi présents dans l'espace de la mer Noire, en dépit des aléas des relations diplomatiques, de l'eupéanisation de la Bulgarie et de la Roumanie et de la crise güleniste, et contribuent à tisser des liens importants et durables, et pas seulement dans les territoires « ethniques » comme la République du Tatarstan en Russie (300 entreprises turques implantées) ou la Crimée. Les entreprises turques de travaux publics (Renaissance, Ant Yapı, Gama...) s'y trouvent au premier plan des entreprises étrangères et sponsorisent une partie de la politique d'influence locale de la Turquie.

La puissante Association des Hommes d'Affaires Indépendants (MÜSİAD) – proche du pouvoir AKP – dispose depuis peu de représentations directes dans presque tous les pays de la zone, partagée entre « Eurasie » et « Europe », deux de ses horizons prioritaires. Sa représentation en Fédération de Russie a été inaugurée début novembre 2018, deux mois après la signature d'un mémorandum d'entente avec l'Association Internationale des Hommes d'Affaires Musulmans (MAIB), structure regroupant des hommes d'affaires musulmans de toute la Russie (et notamment du Tatarstan). En Géorgie, la MÜSİAD dispose de deux représentations établies, celle de Batoumi ayant été ouverte en avril 2018. En Ukraine, la MÜSİAD s'appuie sur [l'Association Turco-Ukrainienne des Hommes d'Affaires](#) (TUID) fondée en 2004. Il est à souligner que cette association joue un rôle clé dans l'Union des Associations d'Hommes d'Affaires Turcs d'Europe de l'Est (DAIB, couvrant aussi la Russie et la Roumanie), composante de Türkönfed International, fédération formée en 2015 à partir d'une structure proprement turque apparue, elle, en

---

<sup>22</sup> Voir son site Internet : <http://www.tim.org.tr/tr/kurumsal-hakkimizda.html>

2004<sup>23</sup>. Par ailleurs, en mai 2018, un mémorandum d'entente entre la MÜSiAD et le regroupement de chambres de commerce et d'industrie de Roumanie/Moldavie a été signé, préalable à une implantation permanente. Enfin, en décembre 2018, une représentation a été ouverte en Bulgarie. A cette occasion, l'actif responsable de l'« organisation extérieure » de la MÜSiAD a tenu à rappeler le montant des investissements directs turcs en Bulgarie (2 milliards d'USD) et la présence de plus de 1 500 entreprises turques dans le pays. Ainsi, si la zone mer Noire ne bénéficie pas d'un traitement de faveur de la part de la MÜSiAD, dont l'action à l'extérieur se déploie tous azimuts (sur tous les continents), le renforcement très récent de sa présence, articulée à des acteurs locaux ethniquement ou religieusement proches, est tout de même à souligner. Le souci de développer les échanges touristiques se trouve au cœur des préoccupations des acteurs économiques. Si la Fédération de Russie (1<sup>er</sup> rang en 2018 avec 5,96 millions), la Bulgarie (3<sup>ème</sup> rang avec 2,386 millions), la Géorgie (6<sup>ème</sup> : 2,089 millions) et l'Ukraine (1,350 million) comptent parmi les plus importants pourvoyeurs de touristes étrangers fréquentant la Turquie, les flux inverses demeurent modestes et réduits à des voyages à finalité commerciale ou familiale.

Dans tous les cas, les stratégies d'influence, qui se caractérisent par un accent sur la jeunesse et une intense personnalisation des liens (et donc une polarisation sur des personnes-relais bien identifiées et stipendiées dans tous les pays concernés), sont alimentées par un jeu permanent sur les émotions et l'affectif, et par une imbrication des institutions et des ordres, dans une relation directe avec la personne du président turc. En outre, elles se nourrissent à une production et une circulation incessante d'informations, souvent approximatives, invérifiables voire exagérées, tendant à grandir le rôle de la Turquie (aux dépens de l'Europe occidentale et, surtout, des États-Unis) et à contrer tous les récits et faits n'allant pas dans le sens des intérêts turcs.

## 2 – Stratégies d'influence de la Russie : un *soft power* défaillant, un réflexe de coercition persistant

Dans une publication s'attachant à mesurer l'influence de la Russie en Bulgarie, un membre du Parlement européen, Tomasz Poreba, avance que « [s]i le conflit en Ukraine nous enseigne quelque chose, c'est que la Russie, dans la protection de ses intérêts, a dernièrement détourné une bonne partie de ses ressources et de son attention de la mobilisation du *hard power* vers celle du *soft power*, ce qui inclut le financement d'organes de presse et de partis politiques »<sup>24</sup>. À bien des égards, cependant, les leviers mobilisés par la Russie pour

---

<sup>23</sup> <http://www.turkonfed.org/en/>

<sup>24</sup> Avant-propos de la monographie de Dimitar Bechev, Dimitar Bechev, [Russia's Influence in Bulgaria](#), New Direction, 12 mai 2015.



affirmer son influence dans les pays de la mer Noire, tout particulièrement dans ceux de l'ex-URSS, revêtent, dans leurs modalités et leurs intentions, des accents offensifs et coercitifs. Ces caractéristiques rendent délicat l'usage du terme *soft power* pour décrire ces politiques, et invitent à privilégier d'autres notions comme celle de stratégies d'influence – la dimension de séduction et d'attraction comprise dans le concept de *soft power* étant absente des leviers de pression économique ou politique fréquemment actionnés par les autorités russes dans ces pays. Il existe d'ailleurs peut-être un facteur structurel d'explication à cette tendance coercitive et au faible succès des efforts de Moscou pour établir les outils d'une stratégie de *soft power* au milieu des années 2000 : « *c'est l'un des objectifs principaux de la politique étrangère de la Russie que d'avoir l'air menaçante. La Russie aime cela. Cela fait partie du fait d'être une grande puissance dans la perception russe. Les autres doivent te craindre si tu es vraiment une grande puissance* »<sup>25</sup>.

Si la palette d'instruments de pression et d'influence russe est plus large dans les États issus de l'éclatement de l'URSS qu'ailleurs, le cas de la Bulgarie, membre de l'OTAN et de l'Union européenne, attire également l'attention. La Russie n'y manque ni de relais, ni de leviers, et a marqué une propension à les exploiter activement suite à l'entrée de la Bulgarie dans les deux organisations. Cela invite naturellement à s'interroger sur la question de savoir si ceci constitue un facteur du positionnement de Sofia quant à la manière de contenir le risque politique, stratégique et militaire russe en mer Noire – un positionnement que l'on a décrit comme plus modéré et ambivalent que celui de la Roumanie, qui semble largement moins vulnérable à la pression hybride de la Russie<sup>26</sup>.

## 2.1 – **Ukraine, Géorgie, Moldavie**

### **Emmanuel Dreyfus**

Moscou dispose vis-à-vis de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie d'un faisceau de moyens non militaires lui permettant d'y renforcer, à tout le moins d'y maintenir, son influence. Le Concept de politique étrangère russe (2016) définit sa vision du *soft power* comme suit : « *In addition to traditional methods of diplomacy, 'soft power' has become an integral part of efforts to achieve foreign policy objectives. This primarily includes the tools offered by civil society, as well as various methods and technologies – from information and communication, to humanitarian and other types* »<sup>27</sup>. Le *soft power* exercé par Moscou dans l'espace post-soviétique, et donc vis-à-vis des trois pays concernés, repose sur une large boîte à outils composée à la fois d'instruments singuliers car hérités d'un passé soviétique commun et d'instruments plus génériques, employés dans ces pays comme ailleurs dans

---

<sup>25</sup> Séminaire « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », 11 avril 2019.

<sup>26</sup> Voir rapport final n° 2, « Enjeux stratégiques, sécuritaires et militaires », 26 janvier 2019.

<sup>27</sup> [Concept of the Foreign Policy of the Russian Federation](#), 30 novembre 2016, Embassy of the Russian Federation to the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, consulté en février 2019.

le monde. Parallèlement aux instruments traditionnels du *soft power*, dans les domaines politique et médiatique notamment, la Russie dispose dans la région d'un ensemble d'outils qui, quoique non militaires, relèvent davantage du registre de la coercition, du *sharp power*, que du *soft power* à proprement parler.

Une analyse des politiques d'influence coercitive de la Russie dans la région fera ainsi l'objet d'une première partie. Vis-à-vis des pays concernés, Moscou dispose effectivement de plusieurs outils de coercition de nature économique. L'instrumentalisation des nombreuses minorités ethniques vivant dans ces trois pays figure parmi les autres stratégies d'influence coercitive non militaire de la Russie dans la région. Un second développement sera consacré aux politiques mises en œuvre par Moscou dans les domaines médiatique et politique – en montrant les usages relevant effectivement du *soft power* et ceux s'apparentant davantage à la définition du *sharp power*. Dans un troisième temps, une évaluation de l'efficacité des diverses stratégies d'influence russes dans cette partie de la région mer Noire sera établie.

### 2.1.1 – Outils de coercition économique et instrumentalisation des minorités

#### **A.– Embargos, travailleurs migrants et énergie : les trois principaux instruments de coercition non militaire de Moscou**

La Russie demeure un partenaire économique majeur de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie<sup>28</sup>. Depuis la mise en œuvre, à partir du début/milieu des années 2000 par ces pays d'une politique étrangère orientée vers un rapprochement avec les structures euro-atlantiques, Moscou a instrumentalisé cette position commerciale favorable pour tenter d'influer sur certains choix de ces États vus comme contraires aux intérêts de la Russie. Dans le domaine économique, les trois principaux instruments d'influence utilisés de manière coercitive ou « punitive » par Moscou sont :

- ➔ la mise en œuvre d'embargos limitant la possibilité pour les trois pays concernés d'exporter vers le marché russe ;
- ➔ les pressions exercées à l'encontre des travailleurs migrants de ces trois pays travaillant en Russie et contribuant, par l'envoi de transferts de fonds, à une part non négligeable de l'économie de leur pays d'origine ;
- ➔ les liens dans le domaine de l'énergie.

---

<sup>28</sup> En 2017, la Russie est le deuxième partenaire commercial de l'Ukraine (12,2% du total des échanges), de la Moldavie (11,5%) et le troisième partenaire commercial de la Géorgie (11,2%). Données DG Trade.

## ► Les embargos, moyen privilégié de coercition économique dans la région

Le recours à des embargos commerciaux contre certains secteurs des pays concernés constitue le principal instrument de pression économique déployé par Moscou dans la région. C'est surtout à partir de la remise en cause de la prééminence de la Russie dans la zone, au début des années 2000, que cet instrument commence à être utilisé. En 2006, dans un contexte de dégradation accélérée des relations entre Tbilissi et Moscou, Rospotrebnadzor, l'autorité sanitaire russe, impose un embargo sur les vins géorgiens (la Russie absorbait alors environ 80 % des exportations de vin géorgien) et les eaux minérales géorgiennes. Au même moment, en réaction aux mesures prises par les autorités de Chisinau pour accroître leur contrôle sur la Transnistrie, des embargos visant les vins moldaves (60 % des exportations étaient alors destinées au marché russe) sont également mis en œuvre. En dépit de la réorientation progressive du commerce extérieur de ces pays vers d'autres marchés, comme l'UE ou la Turquie, avec en corollaire la baisse structurelle du commerce entre ces pays et la Russie, de l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2012<sup>29</sup> et du caractère foncièrement improductif de ces mesures sur le long terme, les embargos sont toujours régulièrement employés par Moscou. À l'été 2013, afin de dissuader les autorités ukrainiennes de conclure l'Accord d'association avec Bruxelles, qui aurait dû être signé en novembre suivant, les autorités douanières russes ont *de facto* bloqué l'exportation vers la Russie d'un ensemble de produits alimentaires ukrainiens<sup>30</sup>. En juillet 2014, quelques semaines après la conclusion de l'Accord d'association entre Bruxelles et Chisinau, Moscou renforce ses embargos contre les produits moldaves en les étendant aux fruits<sup>31</sup> et à la viande transformée<sup>32</sup>.

À l'inverse, les autorités russes peuvent décider de lever partiellement ou totalement les embargos lorsqu'elles considèrent positives pour leurs intérêts certaines évolutions politiques dans les pays concernés. Après l'alternance de 2012 en Géorgie, consécutive à la victoire aux élections législatives puis présidentielles du Rêve géorgien<sup>33</sup>, enclin à la reprise de relations bilatérales pragmatiques avec Moscou, la Russie a levé les embargos sur les eaux minérales et les vins géorgiens : entre 2012 et 2013, le volume des exportations géorgiennes vers la Russie a ainsi augmenté de 315 %, passant à 144 millions USD

---

<sup>29</sup> La participation à l'OMC limite les possibilités d'imposer des barrières tarifaires et non tarifaires à ses partenaires commerciaux.

<sup>30</sup> « [Russia Accused of Triggering Trade War with Ukraine](#) », *Financial Times*, 15 août 2013, consulté en février 2019.

<sup>31</sup> En 2013, 70 à 90 % des exportations de fruits moldaves étaient absorbées par le marché russe.

<sup>32</sup> De nouveaux embargos sur le vin, concernant l'ensemble des producteurs moldaves hormis ceux enregistrés en Gagaouzie, avaient été imposés en septembre 2013.

<sup>33</sup> Victoires renouvelées lors des élections législatives de novembre 2016 et présidentielles de novembre 2018.

en 2013<sup>34</sup>, et la Russie est rapidement redevenue le premier marché d'exportation des vins géorgiens. De même, dans la perspective de soutenir, lors des élections législatives de février 2019, le Parti des socialistes de la République de Moldavie (PSRM), la formation du président moldave Igor Dodon, élu en novembre 2016, Moscou a levé en janvier 2019, soit un mois avant les élections, la plupart des barrières contraignant les exportations de produits agricoles moldaves vers la Russie.

L'introduction ou la levée d'embargos par Moscou sont ainsi systématiquement corrélées à des évolutions de politique intérieure ou étrangère des États concernés et apparaissent toujours comme un instrument privilégié d'influence russe dans la région.

► **Travailleurs migrants : comment Moscou exploite la présence en Russie de travailleurs migrants en provenance de Moldavie, d'Ukraine et de Géorgie**

La Russie reste l'un des principaux pays d'émigration de la main d'œuvre ukrainienne, moldave et géorgienne, même si la tendance longue montre une diversification des pays d'accueil.

En 2017-2018, la Russie demeure le premier pays d'accueil des travailleurs migrants moldaves<sup>35</sup> et géorgiens<sup>36</sup> et le deuxième pays d'accueil des travailleurs migrants ukrainiens<sup>37</sup>. Cette présence d'une importante main d'œuvre immigrée explique pourquoi la Russie reste, au moins pour la Moldavie et la Géorgie, le premier pays en termes de provenance de transferts de fonds : selon les données de la Banque nationale de Moldavie<sup>38</sup>, en 2017, les transferts de fonds en provenance de Russie (environ 402 millions USD) représentaient 33,6 % du total des fonds envoyés en Moldavie, ceux provenant d'Israël représentant 17,1 % et ceux d'Italie – 12 %. Si les transferts de fonds en provenance de Russie sont en baisse (ils représentaient 65,6 % du total en 2012, pour environ 1 milliard USD), ils continuent d'occuper une place centrale dans l'économie moldave. Pour ce qui concerne la Géorgie, une tendance similaire est observée : d'un montant de 410,3 millions USD, les transferts de fonds en provenance de Russie représentaient, en 2017, 33 % du total des transferts en provenance de l'étranger. En 2012, cette part était de 56 % et représentait 672,5 millions USD.

---

<sup>34</sup> « [Georgia's Exports to Russia Increase 315%](#) », Agenda.ge, 30 avril 2014, consulté en février 2019.

<sup>35</sup> [Migrant Workers, the Case of Moldova](#), International Labor Office, 2017, consulté en février 2019.

<sup>36</sup> [2017 Migration Profile of Georgia](#), State Commission on Migration Issues, 2017, consulté en février 2019.

<sup>37</sup> [Ukrainian Economic Migration](#), Center for Economic Strategy, 25 janvier 2019, consulté en février 2019.

<sup>38</sup> [Money Transfers from Abroad to Individuals via Banks of the Republic of Moldova in 2017 \(Net Settlements\)](#), National Bank of Moldova, consulté en février 2019.

L'instrumentalisation par Moscou de cette situation ne procède pas de l'interdiction, ou du moins de la menace d'interdiction (d'ailleurs difficilement réalisable sur un plan technique), de ces envois de fonds. En revanche, la Russie, à plusieurs reprises, et systématiquement dans des contextes marqués par une dégradation des relations avec le pays concerné, s'en est prise ou a menacé de s'en prendre aux travailleurs migrants présents sur le territoire russe. Si l'expulsion de plusieurs milliers de citoyens géorgiens par avions cargo en 2006, faisant suite à l'arrestation par les autorités géorgiennes de plusieurs diplomates russes accusés d'espionnage, demeure parmi les manifestations les plus spectaculaires de cette politique<sup>39</sup>, elle a été employée plus récemment, par exemple à l'encontre des travailleurs immigrés moldaves présents en Russie : quelques mois après la signature de l'Accord d'association UE-Moldavie, les autorités russes, à l'hiver 2014, ont ainsi, sans raisons apparentes, interdit d'entrée plusieurs milliers de travailleurs immigrés moldaves<sup>40</sup>.

On soulignera que, comme pour les embargos, cette politique va dans les deux sens et peut également être mobilisée pour donner des « bons points » aux pays concernés. Vis-à-vis de Tbilissi par exemple, si les citoyens géorgiens ont toujours besoin d'un visa pour se rendre en Russie, les conditions d'obtention ont été fortement assouplies après l'alternance de 2012<sup>41</sup>. Plus récemment, les autorités russes ont indiqué qu'elles faciliteraient la sortie puis le retour des travailleurs immigrés moldaves présents, même illégalement, sur son territoire désireux de se rendre en Moldavie pour participer aux élections législatives du 24 février 2019. Cette annonce visait à soutenir, dans la perspective des élections, le PSRM, intéressé à un rapprochement avec la Russie, notamment en permettant à des électeurs *a priori* favorables à cette formation de prendre part à la consultation électorale. De fait, assez logiquement, la diaspora moldave présente en Russie a tendance à voter pour les partis défendant un rapprochement avec Moscou, alors que celle présente dans les pays de l'UE soutient majoritairement les forces pro-européennes.

En dépit de la crise dans les relations bilatérales, la Russie demeure la deuxième destination pour les travailleurs migrants ukrainiens, la Pologne étant désormais le premier pays d'accueil depuis l'entrée en vigueur du régime sans visa en juin 2017<sup>42</sup>. Officiellement, les transferts de fonds depuis la Russie s'élevaient à 1 milliard USD en 2017<sup>43</sup>. Mais ils seraient en réalité trois fois plus élevés, et en grande partie effectués de manière clandestine, du fait des sanctions mises en œuvre par Kiev depuis 2014 contre plusieurs

---

<sup>39</sup> « [Russia Deports Georgians and Increases Pressures on Business and Students](#) », *New York Times*, 7 octobre 2006, consulté en février 2019.

<sup>40</sup> « [Moldovan Migrants Denied Re-entry to Russia](#) », *DW*, 21 décembre 2014, consulté en février 2019.

<sup>41</sup> « [Russia Simplifies Visas for Georgian Citizens](#) », *Georgia Today*, 23 décembre 2015, consulté en février 2019.

<sup>42</sup> [Migration from Ukraine to Poland: The Trend Stabilizes](#), *OSW*, octobre 2018, consulté en février 2019.

<sup>43</sup> « [Remittances from Russia Go Unofficial amid Ukraine's Ban on Russian Money Transfers](#) », *Kyiv Post*, 5 octobre 2018, consulté en février 2019.

établissements bancaires russes. On soulignera que contrairement aux cas géorgien et moldave, Moscou n'a à ce stade pas pris de mesures particulières à l'encontre des travailleurs immigrés ukrainiens en Russie. Une possible hypothèse à ce sujet est que les autorités russes, qui depuis 2014 ont perdu une grande partie de leurs leviers d'influence non militaire sur Kiev, pourraient avoir pris conscience que toute décision en ce sens aurait pour seul effet d'accentuer l'émigration économique des travailleurs ukrainiens vers les pays de l'UE, avec des conséquences politiques n'allant pas dans le sens des intérêts de Moscou. Comme pour la Géorgie ou la Moldavie, la diaspora ukrainienne présente en Russie est effectivement plus encline à soutenir des forces politiques ukrainiennes défendant de meilleures relations avec la Russie.

### ► L'érosion des leviers énergétiques

Le secteur énergétique constitue le troisième instrument de coercition économique mis en œuvre par la Russie dans la zone. Ceci repose avant tout sur le statut – longtemps quasi exclusif, mais ce n'est plus le cas – de fournisseur d'hydrocarbures qu'avait la Russie auprès de ces pays. Le premier des trois à s'être affranchi de sa dépendance énergétique envers Moscou est la Géorgie, qui, dès 2006, avec la réalisation de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), se fournit principalement (à plus de 90 %) en hydrocarbures azerbaïdjanais. L'importation d'hydrocarbures en provenance de Russie est ainsi devenue marginale pour la Géorgie (le volume de gaz russe consommé en Géorgie représente 10 % du volume de gaz russe livré à l'Arménie, que la Géorgie perçoit en tant que frais de transit). On soulignera que la question de l'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie est très sensible en Géorgie : les négociations entamées en 2015 entre le gouvernement géorgien et Gazprom sur un possible retour du géant gazier russe en Géorgie ont ainsi suscité de fortes critiques de l'opposition<sup>44</sup>.

Cible de Moscou dans le domaine énergétique à de nombreuses reprises, l'Ukraine s'est également engagée, depuis le début du conflit en 2014, sur la voie de l'indépendance énergétique, d'abord en choisissant de réduire ses importations en provenance directe de Russie grâce au mécanisme du *reverse flow*, c'est-à-dire en important du gaz russe mais depuis d'autres pays situés le long de ses frontières occidentales, principalement la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie. À la suite de la mise en place de ce système, les importations directes de gaz russe en Ukraine sont passées de 14,5 milliards de m<sup>3</sup> en 2014 à 10,3 en 2015. Quoique depuis le début de la crise, l'Ukraine soit parvenue à diminuer sa dépendance envers le gaz russe, elle demeure pour l'instant le principal pays de transit de ce dernier vers le marché européen, mais cette situation est appelée à changer avec la mise en service des gazoducs Nord Stream 2 et TurkStream.

---

<sup>44</sup> « [Tbilisi Protests Russia's Gazprom](#) », *Georgia Today*, 19 octobre 2015, consulté en février 2019.

Cette diversification de l'approvisionnement énergétique est également mise en œuvre par Chisinau. Jusqu'à récemment, la Russie était l'unique exportateur de gaz vers la Moldavie, qui importe par ailleurs l'ensemble de sa consommation électrique depuis la centrale électrique de Kuchurgan, située dans la région sécessionniste de Transnistrie et contrôlée par des capitaux russes. La précédente coalition pro-européenne au pouvoir en Moldavie s'est ainsi engagée sur la voie de la diversification énergétique en négociant avec Bruxelles et la Roumanie une intégration au réseau gazier européen : à l'été 2014, le premier tronçon d'un gazoduc reliant Iasi (Roumanie) à Ungheni (en Moldavie, à proximité de la frontière roumaine) était inauguré<sup>45</sup>. Les travaux sont désormais en cours pour prolonger ce gazoduc jusqu'à Chisinau.

### **B.– Les minorités, instruments d'influence de Moscou dans la région ?**

Comme ailleurs dans l'espace post-soviétique, les minorités présentes en Ukraine, en Géorgie et en Moldavie peuvent constituer un autre instrument, plus ou moins efficace, des stratégies d'influence de la Russie dans la région. Ces minorités sont considérées – pour un ensemble de raisons – comme sensibles au maintien ou à l'approfondissement de bonnes relations avec Moscou, et/ou elles présentent un caractère centrifuge susceptible d'être exploité par la Russie dans le but d'affaiblir l'autorité centrale des États qui les abritent.

La minorité gagaouze en Moldavie constitue un cas emblématique. La tentative d'une partie des Gagaouzes de Moldavie de faire sécession du reste du territoire moldave avait abouti à l'obtention, inscrite dans la Constitution moldave de 1993, d'une autonomie dans le cadre de la République de Moldavie. Les Gagaouzes, regroupés en majorité au sein de cette unité territoriale<sup>46</sup> située au sud de la Moldavie et dont la *lingua franca* demeure le russe, sont attachés au maintien de liens forts avec Moscou. En témoigne, par exemple, le référendum organisé en février 2014 sans l'aval des autorités de Chisinau, et par lequel 90 % des électeurs s'étaient prononcés en faveur d'une intégration à l'Union économique eurasiatique (UEE) et d'une sécession de la Moldavie si celle-ci venait à s'unir avec la Roumanie. Un an plus tard, en avril 2015, Irina Vlah, une candidate faisant ouvertement campagne en faveur d'un rapprochement avec la Russie, était élue au poste de gouverneur de cette région. Conscientes de disposer auprès de la minorité gagaouze d'un solide relais, les autorités russes déploient vis-à-vis de cette région diverses stratégies d'influence : visites d'hommes politiques russes venant soutenir certains candidats en période électorale, invitation à Moscou de responsables gagaouzes, non application aux entrepreneurs gagaouzes des embargos frappant le reste du territoire

---

<sup>45</sup> « [Moldova Inaugurates Iasi-Ungheni Gas Pipeline](#) », *World Pipeline*, 29 août 2014, consulté en février 2019.

<sup>46</sup> L'unité territoriale autonome de Gagaouzie (UTAG) est habitée par environ 130 000 personnes, majoritairement d'ethnie gagaouze.

moldave... Outre l'importance pour Moscou de la préservation, en Moldavie, d'un électeurat plus enclin au maintien des liens avec la Russie qu'au rapprochement avec l'UE, la persistance d'une Gagaouzie pro-russe va également dans le sens de l'un des projets de résolution du conflit en Transnistrie portés par la Russie, qui consisterait en une fédéralisation de la Moldavie en trois sujets égaux – Chisinau, Tiraspol et Comrat.

En Géorgie, c'est essentiellement la minorité arménienne de Djavakhétie qui a longtemps nourri les craintes d'une possible instrumentalisation par Moscou au détriment des autorités centrales géorgiennes. Frontalière de l'Arménie, peuplée à plus de 50 % d'Arméniens, la Djavakhétie accueillait en outre jusqu'à 2007 l'une des bases militaires russes déployées en Géorgie et dont M. Saakachvili avait obtenu l'évacuation anticipée<sup>47</sup>. Alors qu'au cours des deux mandats de ce dernier, plusieurs arrestations de personnes suspectées de séparatisme avaient eu lieu<sup>48</sup>, les risques d'une éventuelle déstabilisation de la région par Moscou semblent aujourd'hui de plus en plus hypothétiques, pour des raisons tant endogènes qu'exogènes. Sur le plan interne, les autorités centrales de Tbilissi se sont effectivement lancées depuis la fin des années 2000 dans une importante politique d'engagement de ces minorités, notamment sur le plan économique. Sur le volet international, l'amélioration des relations entre Tbilissi et Moscou depuis 2012 réduit l'intérêt pour la seconde de s'appuyer sur cette minorité pour déstabiliser les autorités centrales géorgiennes.

En Ukraine, la stratégie d'influence russe vis-à-vis des « minorités » a été sérieusement remise en cause depuis 2014. Moscou, au printemps 2014, a effectivement cherché à s'appuyer sur les populations des régions du Sud-Est de l'Ukraine, qui, sans constituer des minorités à proprement parler, demeuraient, pour des raisons historiques, politiques et linguistiques, sensibles au maintien de liens structurants entre Moscou et Kiev. Historiquement, cette plus grande sensibilité des populations du Sud-Est ukrainien était notamment liée au fait que ces régions, contrairement à celles de l'Ouest de l'Ukraine, faisaient partie de l'Empire russe depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle : elles constituaient alors la « Nouvelle Russie », la *Novorossia*, terme repris par V. Poutine lors de son allocution télévisée du 18 mars 2014 consécutive à l'annexion de la Crimée pour souligner leur rattachement tardif à l'Ukraine, et largement utilisé depuis. La plus grande proximité de ces régions avec la Russie se mesurait, du moins jusqu'en 2014, à l'aune de deux principaux indicateurs – l'un de nature linguistique et l'autre de nature politique. Sur le plan linguistique, davantage que dans le reste de l'Ukraine, la langue russe y bénéficiait d'un statut *de facto* privilégié. En 2014, environ 60 % des habitants du Sud et de l'Est de l'Ukraine se déclaraient en faveur de l'introduction du russe comme seconde langue

---

<sup>47</sup> La base militaire russe n° 62, située dans la ville d'Akhalkalaki (peuplée à plus de 90 % d'Arméniens), a été évacuée en 2007 et est désormais utilisée par l'armée géorgienne.

<sup>48</sup> « [Georgian Court Sentences Armenian Activist to 10 Years in Prison](#) », Radio Free Europe / Radio Liberty, 8 avril 2009, consulté en février 2019.



officielle, ce pourcentage étant en moyenne de 10 % pour les régions du Centre et de l'Ouest<sup>49</sup>. Sur le plan politique, ces régions constituaient, depuis l'indépendance du pays, un bastion pour les forces politiques ukrainiennes attachées au resserrement des liens avec la Russie davantage qu'au rapprochement avec l'UE ou l'OTAN – Parti des Régions et Parti communiste d'Ukraine principalement. Ainsi, lors des élections législatives d'octobre 2012, c'est dans les régions du Sud-Est que le Parti des Régions avait obtenu la majorité des suffrages. En septembre 2013, près de 50 % des habitants de ces régions se prononçaient en faveur d'une intégration à l'Union économique eurasiatique<sup>50</sup>, ce pourcentage étant alors inférieur à 40 % pour l'ensemble du pays.

La très forte communication mise en œuvre par Moscou, via les chaînes de télévision notamment, dès le début de la crise ukrainienne était principalement destinée aux populations de ces deux régions. Cette offensive médiatique a été favorisée par le fait que ces dernières étaient de longue date des consommatrices privilégiées des médias russes. Une étude de l'*International Republican Institute* publiée en mars 2014 montre ainsi que pour suivre l'actualité liée aux événements du Maïdan (octobre 2013-février 2014), 44 % des habitants de l'Est et 47 % des habitants du Sud de l'Ukraine s'en référaient à la télévision russe, ces pourcentages étant respectivement de 14 % et de 16 % pour les habitants de l'Ouest et du Centre du pays<sup>51</sup>. Sans nécessairement chercher à déclencher des soulèvements armés similaires à ceux apparus au cours du mois d'avril dans les régions de Donetsk et de Lougansk, le principal objectif de Moscou était alors de créer les conditions nécessaires pour une fédéralisation de l'Ukraine, seule solution, aux yeux du Kremlin, pour mettre fin à la crise et alors martelée à l'envi par les autorités russes. Sergeï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, indiquait ainsi en avril 2014 que la fédéralisation « *serait une façon de s'assurer que chaque région du pays se sente à l'aise, estime que ses droits sont garantis, que ses traditions et son mode de vie sont protégés* »<sup>52</sup>. Les principaux messages véhiculés tant par les autorités russes que par les médias proches de ces dernières visaient notamment à mettre en exergue les divisions existantes entre centre et périphérie et entre les différentes régions d'Ukraine, en réactivant un narratif développé durant la période soviétique : Ouest se réclamant de figures du nationalisme ukrainien comme Petlioura ou Bandera contre Sud et Est attachés à l'héritage soviétique, « *junte fasciste* » à Kiev cherchant à remplacer les bâtiments de la flotte russe de la mer Noire à Sébastopol par ceux de l'OTAN contre Moscou se posant en garant des populations russophones d'Ukraine...

---

<sup>49</sup> [Attitude to the Status of the Russian Language in Ukraine](#), Kiev Institute of International Sociology, 10 avril 2015 (consulté en avril 2019).

<sup>50</sup> Olexiy Haran, Mariia Zolkina, [The Demise of Ukraine's 'Eurasian Vector' and the Rise of Pro-NATO Sentiment](#), PONARS Policy Papers (consulté en avril 2019).

<sup>51</sup> [Public Opinion Survey Residents of Ukraine](#), sondage réalisé du 14 au 26 mars 2014 (consulté en avril 2019).

<sup>52</sup> « [Selon Sergueï Lavrov, l'État centralisé a cessé de fonctionner en Ukraine](#) », *Le Temps*, 16 avril 2014 (consulté en avril 2019).

L'échec rapide du « projet Novorossia »<sup>53</sup> témoigne des limites du pouvoir de mobilisation de Moscou envers ces populations, alors que l'arsenal de mesures prises par les autorités ukrainiennes depuis le début de la crise (*voir infra*) a fortement limité les capacités d'influence de la Russie dans ces régions. En premier lieu, les restrictions prises dans le domaine médiatique ont substantiellement réduit l'impact potentiel de la propagande russe dans le Sud-Est de l'Ukraine. Dans un autre registre, la baisse drastique des échanges commerciaux avec la Russie enregistrée depuis 2014 a particulièrement affecté certaines régions jusqu'alors essentiellement tournées vers le commerce avec la Russie, poussant ces dernières à se diversifier : c'est par exemple le cas de la région de Kharkov. Enfin, la suspension de la relation dans le domaine de l'armement entre Kiev et Moscou a également contraint certaines villes, dont l'activité était notamment basée sur l'exportation vers la Russie de matériel militaire, à chercher d'autres débouchés. On pense ici aux chantiers navals de Nikolaev, qui jusqu'en 2015 fournissaient des turbines et des moteurs aux bâtiments de la Marine russe et dont le processus de diversification de la production et des clients, certes déjà entamé, s'est considérablement accéléré à partir de 2015. Cela concerne également l'usine *Motor Sitch* de Zaporozhe, qui jusqu'en 2015 avait quasiment pour seul client l'industrie de défense russe, à laquelle elle fournissait des moteurs d'hélicoptères. La suspension de la relation d'armement avec Moscou a contraint *Motor Sitch*, dont l'influence politique dans la région est majeure, à trouver d'autres débouchés et à sortir de la « zone de confort » post-soviétique dans laquelle elle était demeurée depuis 1991<sup>54</sup>.

On soulignera cependant que cinq ans après l'annexion de la Crimée et le début du conflit dans le Donbass, et en dépit de cette réduction de l'influence politique, médiatique et économique de la Russie dans ces régions d'Ukraine, leurs habitants demeurent globalement plus sensibles que le reste de la population ukrainienne à une rhétorique allant dans le sens du rétablissement de bonnes relations avec la Russie, comme en témoignent d'ailleurs les résultats des dernières élections présidentielles. Ce sont en effet dans ces régions que les deux principaux candidats représentant cette tendance, Iouriï Boïko et Oleksander Vilkoul, ont enregistré leurs meilleures performances.

Le cas des Hongrois de Transcarpathie constitue un autre exemple de tentative d'utilisation par Moscou de minorités qui, sans être pro-russes, peuvent indirectement servir ses intérêts. Récemment, dans des contextes marqués par une aggravation des tensions entre Kiev et Budapest liées au sort de la minorité hongroise de Transcarpathie<sup>55</sup>, les autorités russes se sont ainsi fait les porte-voix de leurs homologues hongroises dans le

---

<sup>53</sup> Les autorités russes et les médias relayant leurs messages n'en font d'ailleurs plus mention à partir de l'automne 2014.

<sup>54</sup> Son directeur, Viatcheslav Boguslayev, est une figure historique de l'ancien Parti des Régions.

<sup>55</sup> En septembre 2017, lors de l'adoption de nouvelles lois dans le domaine de l'éducation stipulant que l'ensemble de l'enseignement secondaire devrait désormais être fait en ukrainien, et en octobre 2018, après l'expulsion d'Ukraine du consul de Hongrie de la ville de Beregovo, qui avait elle-même conduit à l'expulsion du consul d'Ukraine de Budapest.

but d'alimenter un narratif sur l'oppression linguistique et politique dont seraient victimes les minorités dans l'Ukraine post-Maïdan. Cet activisme des autorités russes volant au secours des Hongrois de Transcarpathie n'a cependant pas été suivi d'effets remettant sensiblement en cause l'autorité centrale de Kiev.

### 2.1.2 – Soft ou sharp power ? Les relais politiques, médiatiques et religieux de l'influence russe en Moldavie, en Ukraine et en Géorgie

#### **A.– Pragmatiques ou défendant idéologiquement le renforcement des relations avec la Russie : sur quels types de forces politiques Moscou s'appuie-t-elle dans la région ?**

Au sein des trois pays considérés, les forces politiques vues par Moscou comme utiles à ses intérêts le sont soit parce qu'elles affichent ouvertement un programme de rapprochement avec la Russie, soit parce qu'en vertu d'un certain pragmatisme, économique notamment, elles favorisent un apaisement des relations avec Moscou. En Moldavie, la Russie peut encore s'appuyer sur la dimension idéologique alors qu'en Géorgie et en Ukraine, c'est essentiellement sur des considérations pragmatiques que Moscou peut compter.

La Moldavie est le seul des trois pays dans lequel des forces politiques peuvent encore afficher des positions favorables idéologiquement à la Russie, et également le seul dans lequel le Kremlin peut ouvertement leur apporter son soutien, d'une manière foncièrement bénéfique tant aux forces politiques en question qu'aux intérêts de la Russie. L'actuel président moldave Igor Dodon a ainsi été élu en 2016 au terme d'une campagne électorale explicite quant à sa volonté de rapprochement avec la Russie : panneaux électoraux géants le montrant en compagnie de Vladimir Poutine ou du patriarche Kirill, programme électoral expressément basé sur l'idée d'un rapprochement de la Moldavie avec la Russie... De même, son parti, le PSRM, a basé l'essentiel de son programme de politique étrangère sur un approfondissement des liens avec l'Union économique eurasiatique, au sein de laquelle Chisinau dispose d'ailleurs d'un statut d'observateur depuis 2017. Fin janvier 2019, trois semaines avant les élections, I. Dodon s'est déplacé à Moscou, où il a obtenu d'importantes concessions en matière commerciale<sup>56</sup>. En corollaire de leur soutien avéré au PSRM, les autorités russes ont, à l'inverse, multiplié les attaques contre les principaux concurrents politiques moldaves du PSRM : le ministre russe de l'Intérieur a ainsi annoncé l'ouverture d'une enquête contre Vlad Plahotniuc, première fortune de Moldavie et président du Parti démocrate moldave, pour crime organisé, deux jours avant la tenue du scrutin<sup>57</sup>. Faire campagne en faveur d'un approfondissement

<sup>56</sup> « [Igor Dodon Had a Meeting with Vladimir Putin on his Two-Day Official Visit to Moscow](#) », Moldova.org, 31 octobre 2018, consulté en février 2019.

<sup>57</sup> « [Russian Opens Money Laundering Probe Involving Moldova](#) », AP News, 22 février 2019, consulté en février 2019.

des relations avec Moscou continue de s'avérer payant en Moldavie : le PSRM, avec 31 % des voix et 35 sièges au Parlement (sur 101), est arrivé en tête des élections législatives du 24 février 2019.

En Géorgie, l'Alliance des patriotes est la seule formation politique qui, tout en réitérant les perspectives européennes et euro-atlantiques de Tbilissi, défend un programme présentant certaines synergies avec les principaux messages du *soft power* russe. Créée en 2012, et ayant récolté environ 5 % des voix aux élections législatives de novembre 2016<sup>58</sup>, elle a fait son entrée au Parlement, où elle dispose de 6 sièges (sur 150). Ne pouvant être qualifiée de pro-russe, l'Alliance des patriotes s'inscrit davantage dans une perspective nationaliste, de défense des valeurs traditionnelles géorgiennes, et c'est essentiellement sur ce registre que l'influence russe, en termes médiatiques notamment, peut faire écho. Avec une portée limitée toutefois puisque le poids de l'Alliance des patriotes reste marginal.

En Ukraine, jusqu'à la crise de 2014, deux forces politiques majeures, le Parti des Régions et le Parti communiste, pouvaient être considérées comme les relais les plus efficaces de l'influence russe dans le pays. Il serait toutefois exagéré d'affirmer que ces deux partis n'étaient que des pions au service de Moscou. Si la Russie leur apportait effectivement son soutien<sup>59</sup>, leur caractère russophile correspondait également à des réalités politiques ukrainiennes, et notamment la représentation d'un électorat attaché au maintien des liens avec la Russie. La crise ouverte avec la Russie à partir de 2014 a bouleversé ces forces politiques. Le Parti communiste ukrainien a ainsi été interdit en mai 2015. Le Bloc d'Opposition est la principale formation issue des décombres du Parti des Régions ; si son influence est bien moindre, le Bloc est aujourd'hui l'une des grandes forces politiques en Ukraine. D'autres formations issues du Parti des Régions sont progressivement apparues, comme le mouvement *Nash* ou *Za Jhittia*. Un mois avant le premier tour des élections présidentielles ukrainiennes de 2019, Iouriï Boïko, le candidat représentant cette sensibilité politique, était crédité de 10 à 14 % des voix. Au-delà des élections présidentielles, il semblerait que Victor Medvedchouk, ami de Vladimir Poutine (qui est le parrain de sa fille) et de longue date l'un des plus importants partisans du vecteur pro-russe en Ukraine, soit en train de préparer son retour et puisse devenir à court terme la figure de proue des forces politiques pro-russes en Ukraine. Il est actuellement le parrain de la formation *Za Jhittia*.

Il apparaît que Moscou a finalement pris conscience du caractère improductif d'utiliser comme seuls relais des forces considérées comme « pro-russes » en Ukraine ou en Géorgie, deux pays dont une partie du territoire est occupée militairement par la Russie.

---

<sup>58</sup> Deux formations politiques géorgiennes – Géorgie Neutre et le parti des « Centristes » – n'avaient pas été enregistrées par la Commission électorale centrale, du fait d'un programme explicitement pro-russe.

<sup>59</sup> Comparable, toutes proportions gardées, au soutien actuellement apporté par Moscou au PSRM moldave.

C'est ainsi que, de manière beaucoup plus discrète, Moscou s'est résolue à faire reposer son influence sur des partis plus « neutres », ne défendant pas de positions pro-russes mais œuvrant, au nom du pragmatisme, à une normalisation des relations avec Moscou. Les autorités russes se sont ainsi accommodées du Rêve géorgien, majoritaire depuis les élections de 2012 et sous le mandat duquel les relations bilatérales se sont effectivement améliorées dans un ensemble de domaines : lancement, en parallèle des discussions de Genève instaurées suite au conflit de 2008, des négociations Karassine – Abachidze, levée des embargos, reprise des vols commerciaux, ouverture de nouveaux postes-frontières... De fait, le réchauffement des relations russo-géorgiennes intervenu depuis 2012, encore une fois sur une base essentiellement pragmatique, est principalement à mettre sur le compte du Rêve géorgien. Ce réchauffement ne procéderait donc pas tant d'une stratégie planifiée depuis Moscou mais bien plutôt d'un accommodement opportuniste des autorités russes à une situation devenue, sans son intervention, plus favorable à ses intérêts.

Cette approche était également à l'œuvre en Ukraine dans la perspective des élections présidentielles, où l'objectif premier de Moscou était la défaite du président sortant Petro Porochenko, avec lequel le Kremlin jugeait impossible toute négociation en vue d'une sortie de crise. La Russie comptait sur la victoire de sa principale concurrente, Ioulia Timochenko, qui, en dépit de ses nombreuses déclarations en faveur de l'intégration de l'Ukraine à l'UE et à l'OTAN, passe pour beaucoup plus apte au compromis que P. Porochenko. Viktor Medvedchouk avait d'ailleurs appelé à voter pour I. Timochenko<sup>60</sup>. Mais la victoire de Vladimir Zelensky, acteur de profession élu en avril 2019 avec 73 % des voix, constitue également un scénario potentiellement favorable pour Moscou : il s'est exprimé à plusieurs reprises pour l'ouverture de négociations directes avec Moscou (son électorat cible était essentiellement composé des populations russophones du Sud-Est de l'Ukraine).

### **B.– Quelles ressources médiatiques pour Moscou dans la région ?**

#### **► Moldavie, terre d'élection de l'influence médiatique russe**

Des trois pays de la région, la Moldavie est celui dans lequel l'influence russe en matière médiatique est la plus forte, et de loin. Moscou bénéficie effectivement dans ce pays de plusieurs facteurs structurels facilitant son influence dans le champ médiatique. En premier lieu, la langue russe, qui jouit d'un statut protégé par la Constitution moldave<sup>61</sup>, reste très largement maîtrisée par la population moldave, dont environ 16 % déclarent

---

<sup>60</sup> « [The Return of the Godfather: How Putin's Best Friend in Ukraine is Staging an Improbable Comeback](#) », *The Independent*, 30 août 2018, consulté en février 2019.

<sup>61</sup> L'article 13 alinéa 2 stipule que « L'État reconnaît et protège le droit à la conservation, au développement et à l'utilisation de la langue russe et des autres langues sur le territoire du pays ».

utiliser en priorité le russe<sup>62</sup>. En second lieu, les médias russes demeurent une source privilégiée d'information pour la population moldave, d'une part parce que, disposant de davantage de ressources, ils sont considérés comme étant de meilleure qualité que les médias nationaux ; et parce que, contrairement à l'Ukraine ou à la Géorgie, aucune mesure particulière n'avait été prise, jusqu'à récemment, par les autorités pour limiter leur influence. Ainsi, d'après un sondage de l'Institut moldave des politiques publiques, 43 % des citoyens moldaves auraient comme source principale d'information les chaînes de télévision et de radio russes, et 56 % les jugeraient fiables<sup>63</sup>. En 2017, Vlad Plahotniuc, contrôlant environ 70 % des médias moldaves, avait tenté d'imposer une loi qui interdirait la retransmission des journaux télévisés russes (alors même que les chaînes qu'il contrôle, comme Publica TV, Prime TV, Canal 3TV, assurent une partie non négligeable de cette retransmission) et n'autoriserait que ceux produits par les pays parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontière<sup>64</sup>. Il semblerait d'ailleurs que l'initiative de V. Plahotniuc était essentiellement motivée, davantage que par une volonté de limiter l'influence de la Russie en Moldavie, par le fait qu'il avait perdu les contrats de retransmission au profit de chaînes de télévision proches du Parti des socialistes de la République de Moldavie. Cette loi a finalement été approuvée par la Cour constitutionnelle moldave à l'été 2018<sup>65</sup>. Il se peut toutefois qu'elle soit modifiée ou abrogée suite aux élections législatives du 24 février 2019. En outre, la loi ne prévoit pas de limitations pour ce qui concerne les sites Internet des chaînes russes : leur visionnage reste donc possible.

### ► Une marge de manœuvre médiatique fortement réduite en Ukraine depuis 2014

Fondamentale jusqu'en 2014, la stratégie d'influence médiatique de la Russie en Ukraine a été profondément bouleversée depuis le début du conflit. Pointés du doigt par les nouvelles autorités ukrainiennes du fait de leur rôle dans le déclenchement et l'enracinement de la crise, la majorité des médias russes font depuis 2014 l'objet d'une interdiction en Ukraine. Deux principaux trains de mesures ont été pris par Kiev. En août 2014, le ministère ukrainien de l'Intérieur a interdit la diffusion câblée d'une quinzaine de chaînes de télévision russes, très populaires dans le Sud de l'Ukraine<sup>66</sup>. En mai 2017,

---

<sup>62</sup> Federica Prina, *Linguistic Divisions and the Language Charter. The Case of Moldova*, European Center for Minority Issues, mars 2013, consulté en février 2019.

<sup>63</sup> *Prezentarea publică a rezultatelor Barometrului Opiniei Publice, aprilie 2017*, Institutul del Politici Publice, 27 avril 2017, consulté en février 2019.

<sup>64</sup> « *Legea privind combaterea propagandei ruse, votată de Parlament. Urmează să fie aprobată de către Dodon* », Timpul.md, 7 décembre 2017, consulté en février 2019.

<sup>65</sup> « *The Court Examined the Constitutionality of Certain Provisions of the Audiovisual Code on State Informational Security* », Moldovan Constitutional Court, 4 juin 2018, consulté en février 2019.

<sup>66</sup> « *Ukraine Bans Russian TV Channels for Airing War Propaganda* », Reuters, 19 août 2014, consulté en février 2019.

suivant les recommandations émises par le Conseil national de sécurité et de défense ukrainien, le président Porochenko émet un décret interdisant l'activité de 19 groupes de médias russes en Ukraine, ainsi que de plusieurs réseaux sociaux très populaires dans l'espace post-soviétique, comme Vkontatke ou Odnoklassniki<sup>67</sup>. Si, dans les faits, il est toujours possible, en Ukraine, de contourner ces interdictions, l'influence médiatique russe y a connu une très forte baisse : selon une étude très approfondie du Kiev International Institute of Sociology, seulement 5 % environ des Ukrainiens (hors Crimée et Donbass sous contrôle séparatiste) utiliseraient encore les médias russes comme source privilégiée d'information<sup>68</sup>. Si ce chiffre est probablement sous-évalué, il est clair que les nombreuses mesures restrictives prises depuis 2014 par Kiev ont fortement restreint les relais traditionnels de l'influence médiatique russe en Ukraine.

C'est donc principalement avec des supports médiatiques ukrainiens que Moscou doit composer. Sans être le relais explicite du Kremlin, ce qui serait impossible en Ukraine actuellement, plusieurs chaînes de télévision, comme *112 Ukraina* ou *Newsone*, contrôlées par des oligarques gravitant autour des formations issues de l'ancien Parti des Régions, constituent les vecteurs majeurs de l'opposition soucieuse de voir un rétablissement des liens avec Moscou (contrairement à l'opposition nationaliste), essentiellement en véhiculant des messages très critiques envers les autorités ukrainiennes<sup>69</sup>.

### ► La Géorgie, pays le plus résilient à l'influence médiatique russe

Le paysage médiatique géorgien est considéré par plusieurs organismes et *think tanks* internationaux comme le plus libre, le plus évolué et le plus diversifié de la région. Il est essentiellement composé de médias nationaux, que ce soit dans le domaine de la télévision (deux chaînes, *Imedi* et *Rustavi 2*, se partagent l'essentiel du marché), de la radio ou de la presse : contrairement à la Moldavie, la population géorgienne a très majoritairement recours à des médias dans la langue nationale. Dans ce contexte, les médias russes sont autorisés en Géorgie, après avoir été partiellement interdits à la suite du conflit de 2008 : pour autant, les chaînes de télévision russes ne touchent qu'une audience limitée. Pour ce qui concerne les médias en ligne, les quelques sites (comme *Geworld.com*, *Saqinform.ge* ou encore *Sputnik-georgia.com*) disponibles en Géorgie depuis 2014-2015 et défendant des positions allant dans le sens des intérêts du Kremlin ne parviennent pas à

---

<sup>67</sup> « [Ukraine's Poroshenko to Block Russian Social Networks](#) », BBC, 16 mai 2017, consulté en février 2019.

<sup>68</sup> « [PROTIDIÂ ROSÏJS'KÏJ PROPAGANDÏ TA MEDIÂGRAMOTNÏST': rezul'tati vseukraïns'kogo opituvannâ gromads'koï dumki](#) », Kiev International Institute of Sociology, 2018, consulté en février 2019.

<sup>69</sup> Voir à ce sujet l'étude très complète de Vladislav Inozemtsev, « [Kremlin-Linked Forces in Ukraine's 2019 Elections](#) », IFRI, février 2019, consulté en février 2019.

étendre leur audience, très marginale. Dans ce registre, selon un sondage de l'International Republican Institute, seulement 2 % des Géorgiens considèrent que la politique étrangère de leur pays devrait être exclusivement orientée vers Moscou<sup>70</sup>.

### C.- Le facteur religieux

La récente indépendance de l'Église orthodoxe ukrainienne envers le Patriarcat de Moscou, reconnue en décembre 2018 par le Patriarcat de Constantinople, a été présentée par son principal artisan, Petro Porochenko, comme l'une des avancées les plus importantes de sa présidence vers une indépendance totale et effective de l'Ukraine à l'égard de la Russie. Elle constitue une illustration majeure du débat sur l'utilisation de la dimension religieuse, et particulièrement de l'Église orthodoxe, dans le *soft power* russe vis-à-vis de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie. La prédominance de la religion orthodoxe constitue en effet un autre des traits communs à la Russie (environ 70 % de la population) et à plusieurs anciennes républiques soviétiques, dont la Moldavie (95 % de la population), l'Ukraine (77 %) et la Géorgie (87 %).

La mobilisation par Moscou du levier religieux comme composante de son *soft power* reposerait ainsi sur ce cadre religieux identique, qui se double parfois d'un contexte ecclésiastique proche. C'est particulièrement le cas en Moldavie, où près de 90 % de la population orthodoxe se dit fidèle à l'Église orthodoxe de Moldavie, rattachée au Patriarcat de Moscou, les 10 % restants se plaçant sous l'autorité de l'Église de Bessarabie, rattachée à l'Église orthodoxe de Roumanie<sup>71</sup>. En Ukraine, jusqu'en décembre 2018, l'Église orthodoxe ukrainienne placée sous l'autorité du Patriarcat de Moscou représentait environ 12 000 communautés, contre 5 000 pour l'Église orthodoxe ukrainienne et 1 000 pour l'Église orthodoxe autocéphale ukrainienne<sup>72</sup>. À la suite de son unification en décembre 2018 à ces deux autres Églises orthodoxes ukrainiennes, elle est désormais totalement indépendante de Moscou. L'Église orthodoxe géorgienne est autocéphale depuis 1943.

Les exemples de mise en exergue de ce « continuum orthodoxe » par les autorités russes, en premier lieu par Vladimir Poutine lui-même, comme pilier d'une unité civilisationnelle entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques face à un Occident en « déclin moral » sont légion. De même, les responsables orthodoxes russes déclarent régulièrement leur soutien à la politique étrangère russe, par exemple dans le cadre de

---

<sup>70</sup> [Public Opinion Survey: Residents of Georgia](#), International Republican Institute, avril 2018, consulté en février 2019.

<sup>71</sup> Vitalie Sprincanea, « God in the Borders Zone », *Russian Politics and Law*, Vol. 52 (4), juillet-août 2014.

<sup>72</sup> [Orthodox Church](#), *Russian Analytical Digest*, Center for Eastern European Studies, University of Zurich, n° 231, 25 janvier 2019.



l'intervention en Syrie<sup>73</sup>. Par ailleurs, des oligarques proches du Kremlin ont, notamment au nom de l'orthodoxie, apporté un soutien significatif à certains développements récents de la politique étrangère russe. On pense notamment au rôle « paraétatique » joué par l'oligarque Konstantin Malofeev en Crimée puis dans le Donbass, dans le domaine humanitaire notamment. Dit autrement, la place de l'orthodoxie comme élément légitimant de la politique étrangère russe s'est renforcée ces dernières années. Pour autant, il semble nécessaire de relativiser la portée concrète de cette mobilisation de l'orthodoxie comme élément d'influence : hormis en Moldavie, où la Russie bénéficie déjà d'un capital structurel de sympathie auprès de la population, cet élément joue un rôle marginal en Géorgie et en Ukraine.

Comme pour le *soft power* russe dans ses dimensions médiatiques et politiques, il n'y a en effet guère qu'en Moldavie que l'Église orthodoxe peut être considérée comme un relais ponctuel des intérêts de Moscou. Ce phénomène ne procède d'ailleurs pas nécessairement d'une instrumentalisation par la Russie de l'Église orthodoxe de Moldavie mais davantage d'une dynamique endogène, consistant en une convergence de vues entre cette Église et les forces politiques moldaves défendant un rapprochement avec Moscou, PSRM en tête. Durant la campagne présidentielle de novembre 2016, le candidat Igor Dodon avait ainsi mis en avant sa proximité avec le patriarche Kirill (*voir infra*). De même, plusieurs représentants importants de l'Église orthodoxe de Moldavie se sont clairement exprimés en faveur de ce dernier, à commencer par l'évêque Vladimir, métropolite de Moldavie, tout en invectivant sa principale concurrente, Maia Sandu<sup>74</sup>. Vlad Filat, cheville ouvrière de l'Alliance pour l'Intégration européenne précédemment au pouvoir (2009-2013) à Chisinau, avait mis l'Église orthodoxe de Moldavie en garde contre ses ingérences dans la vie politique, dans un contexte d'adoption par les autorités moldaves de mesures antidiscriminatoires envers les minorités sexuelles et religieuses<sup>75</sup>.

En Géorgie, l'Église orthodoxe s'est prononcée à plusieurs reprises ces dernières années contre certaines évolutions de la législation géorgienne exigées par Bruxelles dans le cadre du rapprochement Géorgie-UE, notamment celles visant à lutter contre la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQ. Qualifiant l'homosexualité de « maladie », le patriarche de Géorgie s'est félicité du fait que l'« *adoption du mariage gay n'était pas un prérequis pour intégrer l'UE* »<sup>76</sup>. Le fait qu'une convergence ponctuelle d'intérêts puisse exister entre certains messages « civilisationnels » du *soft power* russe (défense des valeurs traditionnelles, soutien à des formations nationalistes et conservatrices...) et des

---

<sup>73</sup> « ['War on Terror is Sacred': Orthodox Church Praises Putin Decision on Syria Airstrikes](#) », *Russia Today*, 30 septembre 2015.

<sup>74</sup> « [In Moldova, Smears, Orthodox Church Target Pro-EU Candidate ahead of Runoff](#) », RFE/RL, 10 novembre 2016.

<sup>75</sup> « [Moldovan Premier Warns Church against Political Meddling](#) », RFE/RL, 25 septembre 2011.

<sup>76</sup> « [Georgian Patriarch: Glad Gay Marriage is not EU Requirement](#) », *Democracy&Freedom Watch*, 10 janvier 2014. Voir également le [rapport](#) (2016) très complet de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe.

prises de positions de l'Église géorgienne ou de certains de ses membres ne doit pas mener à la conclusion que cette dernière serait instrumentalisée par Moscou pour ralentir l'objectif d'intégration euro-atlantique promue par Tbilissi depuis la Révolution des roses de 2003. Si le patriarche de Géorgie a pu occasionnellement manifester des positions coïncidant avec les messages du *soft power* russe, il a surtout rappelé à plusieurs reprises le soutien de l'Église à l'intégration européenne de son pays. Les sondages montrent par ailleurs que la population géorgienne, tout en plaçant l'Église en tête des institutions dans lesquelles elle a le plus confiance<sup>77</sup>, ne cherche pas, loin s'en faut, un rapprochement de cette dernière avec le Patriarcat de Moscou : selon les données d'une étude très complète du *Pew Research Center*, seulement 1 % de la population géorgienne considère le patriarche de Moscou comme la plus haute autorité orthodoxe<sup>78</sup>.

Un constat similaire est à observer pour le cas de l'Ukraine. Jusqu'à la crise russo-ukrainienne en 2014, l'Église orthodoxe ukrainienne rattachée au Patriarcat de Moscou pouvait être considérée comme un vecteur parmi de nombreux autres de l'influence russe dans le pays, ou plutôt comme un soutien aux partis politiques défendant un maintien ou un resserrement des liens avec Moscou, de manière ponctuelle et très localisée. Depuis 2014, l'Église ukrainienne, du fait de dissensions internes notamment, est restée à l'écart du conflit opposant Kiev à Moscou. Par ailleurs, la diminution drastique de l'influence russe depuis cinq ans n'a pas épargné le champ religieux. En 2017, alors que la principale Église orthodoxe d'Ukraine était encore rattachée au Patriarcat de Moscou, seuls 17 % des orthodoxes ukrainiens considéraient encore ce dernier comme la plus haute autorité orthodoxe (53 % considérant que c'était soit les autorités religieuses ukrainiennes, soit le Patriarcat de Constantinople). En janvier 2019, après la séparation de l'Église orthodoxe ukrainienne du Patriarcat de Moscou, 15 % des orthodoxes ukrainiens considéraient encore le Patriarcat de Moscou comme leur plus haute autorité spirituelle<sup>79</sup>.

### 2.1.3 – L'échec relatif de la politique d'influence de Moscou dans les pays ex-soviétiques de la région mer Noire

La stratégie d'influence de la Russie dans les pays post-soviétiques de la région mer Noire, marquée par un *soft power* fondé davantage sur la critique de l'Occident que sur la promotion de la Russie, par la mobilisation coercitive des liens économiques et par un *sharp power* contre-productif sur le long terme, présente un bilan pour le moins mitigé.

---

<sup>77</sup> [Public Opinion Survey](#), Transparency International Georgia, 8 avril 2019.

<sup>78</sup> [Religious Belief and National Belonging in Central and Eastern Europe. Views on Role of Russia in the Region](#), Pew Research Center, 10 mai 2017.

<sup>79</sup> [Ukraine ahead of Presidential Elections](#), SOCIS, janvier 2019.

### **A.– Moscou échoue à être un pôle d'attraction, et ses instruments de coercition s'avèrent globalement inefficaces**

Les principaux messages relayés par le *soft power* russe, où plus précisément par le *soft power* œuvrant à un rapprochement entre les pays concernés et la Russie<sup>80</sup>, sont davantage fondés sur une critique de l'Occident que sur une promotion de la Russie. Cela tient notamment au fait que, au moins en Ukraine et en Géorgie, la Russie est considérée comme un pays agresseur et qu'en conséquence sa promotion constitue un exercice délicat, quand il n'est tout simplement pas illégal. Dans ces deux pays, les différents vecteurs d'un *soft power* favorable à de bonnes relations avec Moscou relaient ainsi essentiellement des messages critiques envers l'Occident ou insistant sur les promesses non tenues de l'UE – davantage que des propos ouvertement favorables à Moscou. En Géorgie, les relais de ces messages sont souvent porteurs également d'une rhétorique hostile à la Turquie et à son influence dans le pays, cette rhétorique étant généralement associée à une promotion de l'identité orthodoxe géorgienne. Il apparaît en définitive que ce n'est qu'en Moldavie que la Russie peut encore déployer un *soft power* à proprement parler parce qu'elle y bénéficie encore d'une image favorable et qu'elle y dispose d'instruments (langue russe, médias...) propices au déploiement de ce *soft power*, ainsi que de soutiens dans la classe politique.

Le recours, depuis le début des années 1990, à différents types de pression économique s'avère globalement contre-productif. Si la réorientation du commerce extérieur des trois pays concernés vers l'UE n'est bien évidemment pas le fait uniquement des mesures coercitives russes, celles-ci ont eu tendance à précipiter cette réorientation, alors que l'objectif initial était précisément de l'empêcher, du moins de la ralentir. La part de l'UE dans le commerce extérieur des trois pays a ainsi fortement augmenté depuis 2008 : en 2018, l'UE représentait 50,1 % du commerce extérieur moldave (la Russie 11,4 %), 41 % du commerce extérieur ukrainien (la Russie 13,8 %) et 28,8 % du commerce extérieur géorgien (la Russie 10,2 %)<sup>81</sup>. D'autre part, ces trois pays ont également connu une nette diversification de leurs partenaires commerciaux, avec l'arrivée de nouveaux acteurs comme la Chine ou la Turquie, qui contribuent à transformer le statut de la Russie de partenaire commercial influent et privilégié à celui de partenaire commercial classique<sup>82</sup>.

Pour ce qui concerne les travailleurs migrants, la tendance est également à la diversification, comme cela a été montré précédemment. Enfin, la Russie disposait, jusqu'au milieu des années 2000 et vis-à-vis des trois pays, d'une position quasi hégémonique dans le domaine des exportations d'hydrocarbures – une position qu'elle a désormais perdue.

---

<sup>80</sup> Les médias dont la ligne éditoriale est plus favorable à un rapprochement avec la Russie qu'à l'intégration avec l'Occident ne sont pas nécessairement contrôlés par Moscou, loin s'en faut. C'est par exemple le cas du groupe Vesti (<https://vesti-ukr.com/>) en Ukraine.

<sup>81</sup> Données disponibles sur le site de la DG Trade, consulté en avril 2019.

<sup>82</sup> Voir aussi compte rendu de la table ronde n° 3, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », avril 2019.

### **B.– Peut-on vraiment parler de stratégie d'influence ?**

Ces éléments amènent à se poser une question centrale : peut-on réellement parler de stratégie d'influence de Moscou, dans le sens d'une politique unifiée et finement articulée, ou s'agit-il davantage d'un ensemble de décisions émanant d'acteurs variés et qui ne sont pas nécessairement cohérentes les unes avec les autres ?

Prise dans son ensemble, la politique d'influence de Moscou dans la région présente d'importantes contradictions et relève davantage de la pression que de l'attraction. Vis-à-vis de Tbilissi par exemple, après que les autorités géorgiennes issues de l'alternance de 2012 aient décidé de mettre en œuvre des relations plus pragmatiques avec Moscou, décision qui a été accompagnée d'une reprise dynamique de la relation bilatérale, Moscou aurait logiquement pu lever le régime des visas qui avait été introduit à la suite du conflit russo-géorgien. Ceci d'autant plus que l'UE était elle-même engagée dans un processus de suppression du régime des visas de court séjour avec Tbilissi, entré en vigueur en mars 2017. Le gain politique d'une levée de visas par Moscou avant la levée pour l'UE aurait sûrement été non négligeable, en tout cas plus déterminant que les quelques rares sites internet et ONG ouvertement pro-russes en Géorgie, dont l'influence demeure marginale. *In fine*, l'exemple ukrainien semble paradigmatique de cette difficulté de Moscou à fonder son influence dans la région non sur le registre de la coercition mais sur celui de l'attraction. Au lieu d'opter dès le début de la crise, et alors qu'elle possédait encore des relais considérables en Ukraine sur le plan politique aussi bien qu'économique et médiatique, pour une approche basée sur l'attraction, la Russie a dès le début privilégié une démarche coercitive, entamée à l'été 2013 par des menaces d'embargos douaniers, puis transformée à partir de 2014 en agression armée, avec l'annexion de la Crimée puis la déstabilisation du Donbass. Le principal résultat est que cinq ans après, la Russie a perdu l'essentiel des moyens d'influences non militaire dont elle disposait en Ukraine, pays dans lequel ces moyens étaient pourtant parmi les plus développés au monde.

Si cette perte pourra être partiellement recouverte, l'exemple ukrainien est en tout cas riche d'enseignements quant aux difficultés de la Russie à se montrer attractive plutôt que coercitive lorsqu'elle estime que ses intérêts sont en jeu, dans des zones où elle disposait pourtant d'avantages comparatifs majeurs en termes de *soft power*...

## 2.2 – Les pays membres de l'UE et de l'OTAN : une Bulgarie sous influence, une Roumanie résiliente

*Par Isabelle Facon*

Les deux riverains de la mer Noire membres à la fois de l'Union européenne et de l'OTAN présentent des caractéristiques opposées du point de vue de leur rapport à la Russie. L'une, la Bulgarie, a une attitude généralement positive – élites et population – et son économie est marquée par une forte présence russe (énergie, tourisme, immobilier). L'autre, la Roumanie, affiche historiquement un sentiment anti-russe fort, qui explique sans doute en partie les grandes limites de la relation économique entre les deux pays tout en s'en nourrissant. Un symbole de cette divergence d'approches se reflète dans les positions respectives sur la question de la place de l'OTAN en mer Noire – Bucarest ayant milité pour une flottille de l'Alliance, Sofia ayant rejeté la proposition<sup>83</sup>.

### 2.2.1 – Une Bulgarie sous forte influence russe

En février 2016, le Parlement bulgare a créé, après un vote rassemblant une large majorité (126 pour, 19 contre + des abstentions), une commission d'enquête temporaire sur les possibles ingérences de la Russie et de la Turquie dans la vie politique bulgare. Menée par un député du parti majoritaire, le GERB, la commission avait été saluée par des responsables de la coalition du Front patriotique, se félicitant que soit enfin envoyé le bon signal à « *quiconque pense que la Bulgarie est à vendre* »<sup>84</sup>. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères avait commenté cette initiative en des termes acerbes, dont certains députés bulgares ont considéré qu'ils justifiaient en soi les inquiétudes ayant conduit à la formation de cette commission<sup>85</sup> (que le gouvernement turc n'a pas davantage appréciée). Certes, la commission fut supprimée dix jours après sa création, essuyant des critiques du Premier ministre Borissov, *leader* du parti GERB, arguant de ce que l'initiative risquait de mettre en cause les relations avec les deux pays (il avait appelé le président du groupe parlementaire GERB, Tsvetan Tsvetanov, à user de tous les moyens possibles pour réévaluer l'intérêt de cette commission)<sup>86</sup>. Mais cette séquence est en soi symptomatique des questions qui se posent légitimement quant à l'emprise de la Russie sur la Bulgarie.

---

<sup>83</sup> Cf. rapport n° 2, « Enjeux stratégiques, sécuritaires et militaires », janvier 2019.

<sup>84</sup> « [Bulgarian Parliament Sets up Committee to Probe Russian, Turkish Interference in Domestic Politics](#) », *Sofia Globe*, 19 février 2016.

<sup>85</sup> « [Bulgaria Sees as 'Inappropriate' Russia's Comments on Parliamentary Inquiry Committee](#) », *novinite.com*, 26 février 2016.

<sup>86</sup> « ['No Good Will Come' of Parliament's Ad-Hoc Committee on Russia, Turkey – Bulgarian PM](#) », *novinite.com*, 27 février 2016 ; « [Bulgarian MPs to Dissolve Ad Hoc Committee on Alleged Russian, Turkish Interference](#) », *novinite.com*, 29 février 2016.

De fait, avec la Turquie, la Bulgarie apparaît comme un second pivot dans la stratégie de la Russie destinée à faire obstacle au renforcement de l'influence occidentale dans l'espace mer Noire. Soucieuse depuis les élargissements de l'UE et de l'OTAN de contrebalancer les effets à son sens négatifs de l'adhésion à ces organisations d'anciens pays membres du Pacte de Varsovie aux positions plutôt négatives sur la Russie (Pologne, États baltes, Roumanie...), Moscou sait qu'elle dispose en Bulgarie d'un certain nombre de conditions favorables à l'affirmation de son influence. Le propos de Vladimir Tchijov, l'ambassadeur russe près l'UE, à la veille de l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne, déclarant que ce pays allait y constituer pour la Russie un « *cheval de Troie* »<sup>87</sup>, est suffisamment éloquent quant à la vision de Moscou sur l'appui possible que peut représenter Sofia dans sa stratégie en Europe en général, dans l'espace mer Noire en particulier.

Comme cela a été indiqué dans le volet 2 de la présente étude<sup>88</sup>, Sofia s'est montrée plus ambivalente que Bucarest, autre ancien membre du Pacte de Varsovie, dans sa condamnation des agissements de la Russie en Ukraine depuis 2014 et de leurs conséquences stratégiques en mer Noire de même que sur la meilleure manière d'y répondre. Si la Bulgarie a salué et accompagné les mesures prises par l'OTAN dans la zone mer Noire après 2014, elle s'est opposée à l'idée poussée par Bucarest d'une présence navale permanente de l'OTAN en mer Noire. Un débat contradictoire a cours en Bulgarie quant à la place de la Russie dans la hiérarchie des menaces pour la sécurité du pays. Sofia n'a pas expulsé de personnels diplomatiques russes au moment de l'affaire Skripal. Dans le débat bulgare, des voix s'expriment pour décrier les sanctions européennes contre la Russie – à commencer par l'actuel président, Roumen Radev<sup>89</sup>, élu en novembre 2016 avec le soutien du Parti socialiste bulgare, et sur, entre autres promesses de campagne, le projet de renforcer la coopération avec Moscou. Sofia semble ainsi constamment en quête de l'équilibre optimal entre le besoin de donner des gages à ses partenaires de l'UE et de l'OTAN (soutien à la guerre en Irak, à la FIAS, proposition d'être pays de liaison entre la Géorgie<sup>90</sup> et l'OTAN, soutien à la *Black Sea Synergy* de l'UE, etc.) et le souci de faire en sorte que cela ne mine pas ses relations pluridimensionnelles avec Moscou.

Il convient de mesurer ici quel impact les différents leviers de l'influence russe en Bulgarie peuvent avoir sur le positionnement de cette dernière au sein de l'UE et de l'OTAN – sachant que celui-ci peut sembler parfois apathique pour des raisons ayant au moins

---

<sup>87</sup> « [Bolgariia – troianskiï kon' Rossii v ES](#) » [La Bulgarie – cheval de Troie de la Russie dans l'UE], mignews.com, 17 septembre 2008.

<sup>88</sup> « Enjeux stratégiques, sécuritaires et militaires », janvier 2019.

<sup>89</sup> Son prédécesseur, Rosen Plevneliev, était cependant sur une ligne bien distincte, évoquant volontiers la menace militaire et « hybride » que représente la Russie pour la Bulgarie et l'Union européenne.

<sup>90</sup> À laquelle la Bulgarie a d'ailleurs vendu quelques équipements militaires de seconde main.

autant trait à des défaillances internes (fragilités de la Défense, marasme économique...) qu'à la pression russe.

### **A.– La proximité historique et culturelle**

Il existe entre la Russie et la Bulgarie une proximité sans équivalent dans l'ensemble des rapports entre la Russie et les pays d'Europe du Sud-Est, y compris en ex-Yougoslavie. Comme le souligne le spécialiste Dimitar Bechev, le grand nombre de rues, en Bulgarie, portant le nom de généraux, diplomates et intellectuels russes atteste du fait que la Russie est encore appréciée pour son rôle dans la libération du pays du joug ottoman<sup>91</sup>. Le président Radev a évoqué cet aspect lors de sa visite à Sotchi en mai 2018, indiquant que c'était grâce à la victoire de la Russie contre la Turquie que la Bulgarie avait fait son apparition sur la carte de l'Europe<sup>92</sup>. Une incarnation de cette proximité est l'alphabet cyrillique. Il n'est pas rare que les Bulgares affirment, en substance, partager avec les Russes « *une même foi, un même alphabet* »<sup>93</sup>. Beaucoup de représentants de l'élite politique et économique parlent le russe (c'est le cas, pour ne citer que cet exemple, du président Radev). La popularité de la Russie dans certains milieux politiques et dans la population bulgares est liée au sentiment de familiarité fondée sur l'identité slave et orthodoxe, celle-ci se mêlant souvent à une certaine nostalgie de la période soviétique, surtout dans les générations les plus anciennes.

Du temps de l'URSS, la Bulgarie était très intégrée – notamment économiquement – à l'Union soviétique, et la proximité politique était forte (d'où l'anecdote récurrente sur la Bulgarie « seizième république » de l'URSS). Cette période, même si elle est aujourd'hui appréhendée de diverses manières dans le débat public bulgare, contribue probablement à une image positive de la Russie en Bulgarie du fait de ce qu'elle aurait apporté au développement du pays et à sa modernisation ainsi qu'à son industrialisation. Autre héritage de cette période : beaucoup de représentants de l'élite politique et économique bulgare ont été formés en URSS, notamment au MGIMO (cela concerne principalement des personnes nées avant la fin des années 1960), parlent couramment le russe et ont des réseaux au sein de l'élite politique et économique russe. Il y a également eu beaucoup de mariages mixtes dans la période soviétique, qui renforcent cette proximité. L'exemple le plus souvent mobilisé pour incarner cet état de fait est Sergeï Stanichev, ancien *leader* du Parti socialiste bulgare, ancien Premier ministre et président du

---

<sup>91</sup> Dimitar Bechev, *Rival Power. Russia in Southeast Europe*, Yale University Press, 2017, p. 89, p. 90.

<sup>92</sup> « [Putin, Bulgarian President Tout Cultural Ties, Energy Projects](#) », RFE/RL, 23 mai 2018.

<sup>93</sup> Pour reprendre les termes de Veselin Mareshki, *leader* du parti Volia, qui dispose de 12 sièges au sein de l'actuelle Assemblée nationale. Généralement considéré comme populiste et proche de l'extrême-droite, ce mouvement prône des contrôles migratoires forts et un rapprochement avec la Russie, dont il a jugé qu'elle était plus apte à assurer la sécurité de la Bulgarie que l'OTAN, dont il pense que le pays devrait se retirer (voir « [Russia Better than NATO According to Bulgarian Conservative Party Leader Veselin Mareshki](#) », EUScoop, 2018).

Parti des socialistes européens depuis 2011 : cette personnalité, qui n'a obtenu la citoyenneté bulgare qu'en 1996, est née à Kherson (mère ukrainienne), et a été formé au MGIMO<sup>94</sup>. Le passé commun et la familiarité qui, dans le cas bulgare, en découle explique aussi la persistance de liens personnels entre des représentants des services de sécurité et des forces armées des deux pays. Cela contribue également à l'existence de liens souvent corrompus entre business russe et bulgare, et à la circulation de certaines personnalités entre structures et entreprises russes et bulgares (*voir infra*).

En contrepoint, il n'est pas rare que les autorités russes jouent sur cette carte sensible, notamment en rappelant les « trahisons » dont la Bulgarie s'est, à leurs yeux, rendue coupable dans le passé à l'encontre de la Russie (cf. l'alliance de la Bulgarie avec l'Allemagne dans les deux guerres mondiales), lorsque les choix du gouvernement bulgare ne vont pas dans le sens souhaité par la Russie (adhésion à l'OTAN, abandon de South Stream...).

### **B.— Les liens entre les Églises**

Les officiels russes se plaisent à souligner la proximité spirituelle entre la Russie et la Bulgarie – tel Dmitriï Medvedev lors de la visite du président Radev en Russie en mai 2018<sup>95</sup>. Bien des hauts dignitaires orthodoxes bulgares ont étudié en Russie. Néophyte de Bulgarie, Patriarche bulgare depuis 2013, a étudié à Moscou (spécialisation en chant liturgique). Pour certains, l'influence de l'Église orthodoxe russe en Bulgarie est excessive<sup>96</sup>. Un journaliste bulgare indépendant, alors que se posait la question de la possible succession du Patriarche bulgare Maxime, recevant en avril 2012 son homologue russe, avait fait part de sa conviction à cet égard : « nous avons l'impression désagréable que, profitant des anciens liens vassaux entre l'Union soviétique et Sofia, c'est l'Église russe qui décide de la hiérarchie du haut clergé bulgare. Or notre Église est autocéphale », s'était ainsi indigné Ivo Indjev<sup>97</sup>.

Les liens entre les deux Églises sont, en tout état de cause, forts. Le patriarche Kirill a choisi la Bulgarie pour sa première visite officielle dans un pays orthodoxe en avril 2012, et il s'y est également rendu en décembre 2014 et mars 2016. Les positions des deux Églises sont souvent proches ou alignées, notamment, dernièrement, sur les événements

---

<sup>94</sup> Voir aussi compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft et sharp power* », avril 2019. Pour d'autres exemples, voir [Russia's Influence in Bulgaria](#), op. cit., p. 11.

<sup>95</sup> Georgi Gotev, « [Radev Pleads in Moscow for 'Bulgarian Stream' Pipeline](#) », EurActiv, 22 mai 2018. Le Premier ministre russe a d'ailleurs rencontré le Patriarche bulgare lors de sa visite à Sofia en mars 2019.

<sup>96</sup> [Russia's Influence in Bulgaria](#), op. cit., p. 10.

<sup>97</sup> Alexandre Lévy, « Le patriarche russe en Bulgarie », [www.lefigaro.fr](#), 30 avril 2012. Les soupçons de ce journaliste portaient cependant sur une autre personnalité que celle qui a finalement remplacé le Patriarche Maxime, décédé en novembre 2012.



en Ukraine – l'Église russe se montrant assez « présente » auprès de son homologue bulgare sur le sujet<sup>98</sup>. Assez naturellement, elles se rejoignent sur un discours sociétal conservateur qui peut toucher aux orientations géopolitiques du pays (c'est ainsi que des personnalités en vue de l'Église bulgare imputent à l'adhésion du pays à l'Union européenne ce qu'elles voient comme des dérives sociétales, par exemple les marches des fiertés homosexuelles)<sup>99</sup>.

### **C.– Une opinion publique globalement sympathique à la Russie**

Cette configuration historique, politique et sociale se reflète dans des sondages d'opinion qui révèlent un « *fort attachement émotionnel de la population bulgare envers la Russie* », dont l'image a certes été affectée par ses comportements en Ukraine (29,6 % des personnes interrogées déclarant « *moins sympathiser* » avec la Russie qu'avant) mais moins qu'en Europe en général (56,8 %)<sup>100</sup>. La présence touristique et immobilière grandissante de la Russie en Bulgarie (*voir infra*) est perçue positivement par une majorité des Bulgares (et des médias) – même si des journalistes indépendants ou considérés comme hostiles au pouvoir bulgare voient dans les liens étroits entre les deux pays « *une dépendance de type post-colonial* » ouvertement nourrie par les autorités russes<sup>101</sup>.

La sympathie pour la Russie se retrouve dans les médias bulgares, au travers d'un positionnement favorable à la Russie ou reprenant ses narratifs (sur la situation en Ukraine, sur les coopérations énergétiques...), soit par conviction, soit parce qu'il existe objectivement un public ouvert à cela dans le pays, également parce que beaucoup d'hommes politiques ou d'experts se situent sur une ligne pro-russe (plusieurs types de motivations étant possibles – historiques, géopolitiques, économiques...)<sup>102</sup>. Cette situation rend difficile l'évaluation de la situation des médias en Bulgarie et de leurs liens éventuels avec la Russie.

---

<sup>98</sup> Voir la section « L'Église orthodoxe bulgare, alliée de l'Église orthodoxe russe » in Compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », avril 2019 ; [Russia's Influence in Bulgaria](#), op. cit., p. 10.

<sup>99</sup> « Le patriarche russe en Bulgarie », op. cit.

<sup>100</sup> « Public Opinion Poll: Bulgarian Foreign Policy, the Russia-Ukraine Conflict and National Security », ECFR, 26 mars 2015.

<sup>101</sup> [La mainmise russe sur la Bulgarie](#), vidéo, Arte, 2018.

<sup>102</sup> Voir section « Les médias porteurs d'un message pro-russe porteur dans l'opinion publique », in Compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », avril 2019 ; [Russia's Influence in Bulgaria](#), op. cit., p. 22.

### ► Médias et réseaux sociaux : une situation peu lisible

En septembre 2014, le président Plevneliev déclara que 90 % des médias bulgares travaillaient pour la Russie, une évaluation qui semble largement exagérée. Il existe cependant quelques médias d'information russes opérant en langue bulgare, dont *Ruski dnevnik*, appartenant à *Russia Beyond the Headlines*, lui-même financé par *Rossiiskaia gazeta* (gouvernemental russe) ; une section en bulgare de Voix de Russie (radio) ; ainsi qu'un portail d'information géré par l'ambassade de Russie<sup>103</sup>. Par ailleurs, le fait que le paysage médiatique bulgare soit soumis à une forte contrainte financière et à la pression du jeu oligarchique dessine un environnement propice à l'instrumentalisation par différents groupes d'intérêt. Sur le volet télévisuel, les chaînes d'État russes sont diffusées en Bulgarie et la proximité linguistique les rend accessibles à une bonne partie de la population bulgare.

Un certain nombre de sites et de blogs bulgares traitent des affaires internationales avec un regard peu éloigné de celui du Kremlin – par exemple, [pogled.info](http://pogled.info), [aferra.bg](http://aferra.bg), [alterinformation.wordpress.com](http://alterinformation.wordpress.com), [fakti.bg](http://fakti.bg). Des comptes Facebook représentent aussi cet intérêt pour la Russie : *In favour of Bulgaria in the Eurasian Union* (20 000 membres), *Rusophiles.bg* (7 000 membres), *I love Russia* (3 200 membres)<sup>104</sup>. Dans les deux cas – médias comme réseaux sociaux – la distinction entre positionnement spontané, d'adhésion et activisme encouragé d'une façon ou d'une autre par Moscou est difficile à opérer (d'autant que les analyses à ce sujet sont elles-mêmes rarement dénuées de subjectivité...).

### D.– Une scène politique ouverte à l'influence de la Russie

Une bonne partie des hommes politiques partagent le sentiment pro-russe largement répandu en Bulgarie. Et en tout état de cause, la plupart en tiennent compte dans leurs positionnements. La situation politique actuelle semble d'ailleurs particulièrement favorable à l'influence de Moscou – avec un président généralement considéré comme pro-russe et un Premier ministre, Boïko Borissov, dont le parti tend à prôner une politique étrangère équilibrée entre l'Occident et la Russie et qui gouverne avec une coalition incluant des forces aux orientations pro-russes. Compte tenu du terrain historique et culturel (et, on le verra, économique) favorable, il n'existe que peu de partis à forte tonalité anti-russe en Bulgarie<sup>105</sup>.

<sup>103</sup> [Russia's Influence in Bulgaria](#), op. cit., p. 22.

<sup>104</sup> Pour d'autres exemples, voir [Russia's Influence in Bulgaria](#), Ibid., p. 23.

<sup>105</sup> Le parti « Démocrates pour une Bulgarie forte » de l'ancien Premier ministre Ivan Kostov, très pro-européen, non représenté au Parlement, défend un agenda de distance avec Moscou. Des sympathisants, lors de la visite de Dmitriï Medvedev en mars 2019, ont exprimé, dans une manifestation, leur opposition aux nouveaux projets de gazoduc Russie-Bulgarie, ainsi que leur condamnation de l'annexion de la Crimée et des agissements de la Russie dans le Donbass (Igor Perminov, « [Posle Medvedeva. Rossiia – Bolgariia : novyi format energitchnogo \(sic\) partnerstva](#) » [L'après-Medvedev. Russie – Bulgarie : un nouveau format de partenariat énergétique], [Ukraina.ru](http://Ukraina.ru), 7 mars 2019).

Le Parti socialiste bulgare (PSB), qui a soutenu l'actuel président R. Radev lors de la présidentielle de 2016, selon certaines sources en toute coordination avec Moscou<sup>106</sup>, est actuellement la principale force d'opposition. Ses membres sont largement issus de l'ancien Parti communiste bulgare. Le PSB a un accord de coopération avec Russie unie. Il relaie la sensibilité de son électorat, nostalgique de la période soviétique – un électorat relativement âgé « *qui a vécu à l'époque soviétique et n'a pas le sentiment d'avoir gagné grand-chose des réformes de marché* », et peut confondre cette nostalgie avec un sentiment pro-russe<sup>107</sup>. Ses positions sur la politique étrangère s'inscrivent dans cette logique. Lorsqu'il était au pouvoir entre 1994 et 1997, il craignait le mécontentement de la Russie sur l'élargissement de l'OTAN, ce qui s'était ressenti dans son positionnement face à la perspective d'adhésion (la question divisait les anciens communistes, certains prônant des liens plus étroits avec l'Alliance, d'autres – la neutralité)<sup>108</sup>. Plus tard, en 1999, le Parti socialiste bulgare votera contre l'opération Force alliée tandis que le gouvernement bulgare refusait, comme son homologue roumain, d'ouvrir son espace aérien à la Russie. Lors des élections législatives en 2017, la candidate PSB au poste de Premier ministre, Kornelia Ninova, a déclaré qu'elle s'opposerait au renouvellement des sanctions si le PSB l'emportait. Les relations entre le Kremlin et le PSB semblent cependant relever moins de l'affiliation idéologique que des liens historiques datant de l'époque communiste ou d'intérêts économiques (*voir infra*). On peut noter ici que des représentants de ce parti avaient contesté l'idée d'établir la commission d'enquête sur les ingérences russes et turques dont il a été question précédemment<sup>109</sup>.

Les ultra-nationalistes du parti Ataka, fondé en 2005, sont intégrés à l'actuelle coalition gouvernementale. Le fondateur d'Ataka, Volen Nikolov Siderov, qui voit dans « *le colonialisme néolibéral américain* » la source de tous les maux de la Bulgarie depuis 1989, a opté pour des positions favorables à l'annexion de la Crimée. Il se rend fréquemment en Russie et il a choisi Moscou pour le lancement de la campagne de son parti pour les élections européennes. Lors de la récente visite de Dmitriï Medvedev en Bulgarie (mars 2019), Siderov a appelé au rejet des sanctions contre la Russie et à la « normalisation » des relations économiques bilatérales<sup>110</sup>. Ataka prône le retrait du pays de l'Union européenne et de l'OTAN et son rattachement aux structures d'intégration sous pilotage russe. L'attrait qu'exerce la Russie sur cette formation s'explique par la convergence réelle ou présumée sur un certain nombre de thèmes dont la glorification du slavisme

---

<sup>106</sup> Harry Cooper, Christian Oliver, « [Bulgaria Caught between NATO and the Kremlin](#) », [www.politico.eu](#), 9 décembre 2012.

<sup>107</sup> Compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », avril 2019.

<sup>108</sup> *Rival Power. Russia in Southeast Europe*, op. cit., pp. 93-94.

<sup>109</sup> « [Bulgarian Parliament Sets up Committee to Probe Russian, Turkish Interference in Domestic Politics](#) », op. cit.

<sup>110</sup> « [Posle Medvedeva. Rossiia – Bolgariia : novyi format energitchnogo \(sic\) partnerstva](#) », op. cit.

et l'anti-américanisme. Il serait intéressant de voir comment Ataka, dont l'idéologie est fortement marquée par la défiance à l'égard de la Turquie, voire de l'Islam<sup>111</sup>, perçoit le net rapprochement intervenu depuis 2016 entre Moscou et Ankara. Plusieurs enquêtes d'investigation ont montré que des sociétés russes financent directement Ataka.

Dans ce contexte déjà très ouvert à l'influence de la Russie, celle-ci se nourrit par ailleurs de la forte empreinte économique russe en Bulgarie.

### **E.– Une forte empreinte économique russe : source de vulnérabilité ?**

L'importance des coopérations économiques avec la Russie et la visibilité de cette dernière dans l'économie bulgare peuvent expliquer la position mitigée des autorités bulgares sur le thème des sanctions (et contre-sanctions russes, qui pèsent notamment sur le secteur agricole bulgare). Elles alimentent également les analyses sur ce qui est souvent perçu comme l'ambiguïté de Sofia par rapport à la menace que représente la Russie.

#### **► Énergie**

L'Union européenne et les États-Unis marquent de la préoccupation pour la dépendance de la Bulgarie à l'égard de la Russie dans le domaine de l'énergie, et une vigilance quant à ce qui pourrait l'accentuer. De fait, la Bulgarie importe la quasi-totalité de son gaz, de son pétrole et de son carburant nucléaire auprès de la Russie. Gazprom couvre près de 100 % des besoins en gaz de la Bulgarie<sup>112</sup>. Le groupe, dont la filiale Gazprom Neft est présente sur le marché bulgare, détient, en outre, 49 % d'Overgaz, un distributeur privé (la relation est cependant assez conflictuelle). Cela offre à Moscou une certaine prise – on se souvient ainsi que la Russie avait proposé à la Bulgarie, dans son effort de persuasion sur le projet South Stream, un tarif privilégié sur les prix du gaz, assorti d'une clause sur une compensation de 70 millions USD en cas de retrait du projet<sup>113</sup>. Lukoil dispose depuis 1999 d'une part de contrôle dans l'unique raffinerie bulgare<sup>114</sup>. Selon une source, Neftochim AD est la plus importante société en Bulgarie et, toutes activités confondues, le plus gros contribuable du pays (indirectement près du quart des revenus budgétaires de l'État bulgare)<sup>115</sup>.

---

<sup>111</sup> Valentin Dusseau, *Le littoral bulgare : tête de pont de l'influence russe*, Mémoire de Master 2, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8, Vincennes-Saint-Denis, 2016, p. 60.

<sup>112</sup> Association of Accredited Public Policy Advocates to the European Union, « [Russian Influence in Bulgaria](#) », 11 juillet 2017.

<sup>113</sup> Tomas Maltby, « [Bulgaria's Decision to Suspend Work on the South Stream Pipeline is Likely to Increase the EU's Leverage in Negotiations with Russia over Ukraine](#) », 13 juin 2014.

<sup>114</sup> [LUKOIL in the Republic of Bulgaria](#).

<sup>115</sup> « [Russian Influence in Bulgaria](#) », op. cit. Lors de sa conférence de presse avec Boïko Borissov fin mai 2018, le président Poutine a déclaré que les activités de Loukoil en Bulgarie représentaient 9 % du PIB de la Bulgarie, et qu'un quart des revenus du budget de l'État bulgare provenait de cette société.

Après les tensions suscitées par le projet South Stream, qui a placé la Bulgarie dans une situation difficile du fait du conflit entre l'Union européenne et la Russie sur le Troisième paquet énergétique<sup>116</sup>, tensions culminant avec la décision de Sofia d'arrêter la construction du gazoduc (juin 2014) et l'abandon du projet par Moscou en décembre 2014, les deux pays sont de nouveau en discussions sur des projets gaziers, Sofia souhaitant notamment des fournitures de gaz russe directes via la mer Noire ; il est question d'un gazoduc Russie-Bulgarie sous la mer Noire qui cadrerait avec l'ambition de Sofia de faire du pays un hub gazier (port de Varna) ; mais aussi de l'extension du Turkish Stream vers la Bulgarie<sup>117</sup>. Il semble que les autorités bulgares observent avec intérêt les évolutions du projet Nord Stream 2, comptant visiblement utiliser le précédent, si le projet aboutit, pour justifier leurs propres projets énergétiques avec la Russie.

L'unique centrale nucléaire bulgare est celle de Kozlodouy (au nord de Sofia), entrée en service en 1974. Quatre réacteurs sur six ont été fermés à la demande de l'UE (condition d'accession). Elle est toujours alimentée par TVEL, une filiale de Rosatom, qui assure également la gestion de ses déchets nucléaires<sup>118</sup>. Un projet de nouvelle centrale, à Béléné, avait été gelé en 2012 (la Commission européenne avait indiqué vouloir garantir une participation européenne au financement de la centrale)<sup>119</sup>. En mars 2019, l'État bulgare a émis un appel à investisseurs pour tenter de relancer la construction de la centrale (Rosatom a manifesté son intérêt).

À l'heure où l'on assiste à un regain de projets entre la Bulgarie et la Russie dans le domaine énergétique, on peut rappeler ici la ligne adoptée par Moscou dans le passé, montrant une propension à mobiliser la dépendance économique et les liens historiques pour exercer des pressions sur le partenaire bulgare. Au moment de la suspension par la Bulgarie des travaux de construction de South Stream, l'ancien ambassadeur russe lourii Isakov avait ainsi évoqué les conséquences économiques et sociales que ne manquerait pas d'entraîner le manque de volonté politique de Sofia face à l'Union européenne, tandis que Vladimir Tchijov déplorait le manque de fiabilité de la Bulgarie, en rappelant les précédents – Béléné, oléoduc Bourgas-Aleksandroupolis<sup>120</sup>. La presse russe s'appuiera sur le même ordre de thématiques lors de la visite de Dmitriï Medvedev en

---

<sup>116</sup> Boïko Borissov avait un temps souligné que la Bulgarie était prête à participer simultanément aux projets Nabucco et South Stream (« [Commission Wants EU Capital for New Bulgarian Nuclear Plant](#) », Euractiv, 3 mars 2010).

<sup>117</sup> Georgi Gotev, « [La Bulgarie met la main sur le projet South Stream](#) », Euractiv, 15 janvier 2016.

<sup>118</sup> « [Russian Influence in Bulgaria](#) », op. cit.

<sup>119</sup> L'État bulgare avait dû verser plus de 600 millions de dédommagement à Atomstroyexport. On rappellera que la Russie avait proposé à la Bulgarie un prêt de 2 milliards d'euros pour finaliser le projet (voir « [Commission Wants EU Capital for New Bulgarian Nuclear Plant](#) », op. cit. ; « La Bulgarie cherche des investisseurs pour sa centrale de Béléné », [www.lefigaro.fr](#), 11 mars 2019).

<sup>120</sup> Tatiana Valeva, « [Rossiia i Bolgariia : vzaimootnocheniia v ousloviakh novykh geopoliticheskikh vyzovov](#) », *Svobodnaia Mysl'*, septembre 2015.

mars 2019 – les Bulgares ne pourront pas toujours céder aux faucons de l'UE et des États-Unis, il ne faut pas oublier que la Bulgarie est un des pays les plus pauvres de l'UE...

### ► **Tourisme et immobilier**

Critiquant la commission parlementaire *ad hoc* sur les ingérences russes et turques, le Premier ministre Borisssov avait argué, entre autres, du fait que l'initiative serait défavorable du point de vue de la coopération touristique avec la Russie<sup>121</sup>. Cette dernière est importante pour l'économie bulgare : les Russes, familiers de la mer Noire et attirés par la proximité linguistique<sup>122</sup>, se rendent volontiers à Varna, Bourgas et d'autres villes du littoral. Varna et Bourgas ont chacune un aéroport international, assurant des vols directs avec Moscou et Saint-Pétersbourg toute l'année, ce qui témoigne de l'existence de flux touristiques constants (avec un pic du trafic aérien et de l'activité touristique pendant l'été)<sup>123</sup>. Les touristes russes ont une forte empreinte économique dans ces villes. L'afflux de touristes est toutefois soumis aux conditions économiques en Russie. En effet, la baisse de près de 30 % de la présence touristique russe en 2015 (moins de 500 000) par rapport à 2013 (près de 700 000)<sup>124</sup> est sans doute explicable par la crise économique subie par la Russie en 2015 suite à la baisse des prix du pétrole à partir de l'automne 2014, la chute du rouble et les effets des sanctions. Le chiffre s'est depuis stabilisé – en 2018, 512 000 touristes russes auraient visité la Bulgarie (6<sup>ème</sup> place dans la liste des touristes étrangers). D'autres causes sont mentionnées par des sources bulgares – d'une part la concurrence de destinations comme la Turquie et l'Égypte, qui proposent des offres très compétitives, d'autre part la procédure pour l'obtention de visas pour entrer en Bulgarie<sup>125</sup>. À plus d'une occasion, des officiels russes ont déploré que Sofia, arguant de sa volonté de rejoindre Schengen, refuse d'introduire un régime sans visa au bénéfice des touristes russes.

La présence touristique va de pair avec la présence croissante des Russes dans le secteur de l'immobilier. Selon la ministre bulgare du Tourisme, 400 000 citoyens russes, attirés par les prix accessibles de l'immobilier en Bulgarie, disposeraient désormais d'une résidence secondaire en Bulgarie, principalement sur la côte<sup>126</sup>. Ce chiffre est cependant

---

<sup>121</sup> « ['No Good Will Come' of Parliament's Ad-Hoc Committee on Russia, Turkey – Bulgarian PM](#) », op. cit.

<sup>122</sup> [La mainmise russe sur la Bulgarie](#), op. cit.

<sup>123</sup> *Le littoral bulgare : tête de pont de l'influence russe*, op. cit. p. 85.

<sup>124</sup> « [Russian Influence in Bulgaria](#) », op. cit.

<sup>125</sup> « [512 000 Russian Tourists Visited Bulgaria in 2018](#) », novinite.com, 5 mars 2019.

<sup>126</sup> « [Bulgarian Minister: 400,000 Russians have a Holiday Home in Bulgaria](#) », bulgarianpresidency.eu, 11 mars 2018. Le président Radev évoquait le chiffre de plus de 450 000 dans une interview à *Kommersant* en mai 2018, dans le contexte de sa visite à Sotchi. Le président Poutine a parlé, lui, de 300 000 propriétaires russes, représentant un investissement de quelque 5 milliards USD (conférence de presse conjointe avec Boïko Borisssov, 30 mai 2018).

contesté par certaines sources, le jugeant excessif, invoquant les registres officiels mentionnant un chiffre d'environ 74 000, et soulignant l'absence de statistiques pertinentes – nombre de Russes n'occupant leur résidence secondaire que durant la période estivale, nombre de Russes vivant en Bulgarie de manière permanente (les permis de résidence longue durée étant assez faciles à obtenir<sup>127</sup>). Les divergences sur les chiffres traduisent une zone grise et nourrissent les conjectures sur les effets nocifs de ce pan de la présence russe en Bulgarie. Pour Assen Yordanov, journaliste du média d'investigation indépendant Bivol, il y a une « *une stratégie délibérée de colonisation* » née il y a une vingtaine d'années ; il souligne par ailleurs qu'elle profite surtout à des agences immobilières russes, et non bulgares, favorisées par des facilités octroyées par l'État russe, soucieux que soient consentis aux acquéreurs russes des taux incitatifs<sup>128</sup>. Des préoccupations s'expriment sur la formation d'une « petite Russie » dans certaines zones de Bulgarie – avec le risque que la constitution d'une communauté russe trop nombreuse puisse devenir un problème politique<sup>129</sup>.

► **Investissement, collusions entre intérêts politiques et économiques et financement de partis**

Les investissements de la Russie en Bulgarie seraient concentrés dans les secteurs suivants, outre l'énergie et l'immobilier : la finance, les télécommunications, l'immobilier, les transports, l'industrie, la construction et les médias<sup>130</sup>. La Vnechtorgbank (VTB) est très présente en Bulgarie.

Les investissements les plus importants ont été réalisés dans les années 1990, obéissant souvent à des schémas de corruption qui satisfont les intérêts d'hommes d'affaires et de politiciens de part et d'autre, les liens tissés durant la période de la Guerre froide pouvant faciliter les choses. Ces liens confèrent à la Russie une emprise sur l'économie bulgare, mais aussi sur la vie politique du pays, compte tenu des liens étroits entre milieux politiques et milieux d'affaires en Bulgarie. Il n'est pas rare en effet que des hommes d'affaires bulgares entrent en politique, renforçant d'autant l'influence de la Russie quand des liens d'affaires préexistent, impliquant généralement des grands groupes d'État russes. On notera également qu'il y aurait une politique délibérée, dans le cadre de la distribution de contrats de sous-traitance, visant à « gratifier » des hommes d'affaires

---

<sup>127</sup> « [Russians Find the Good Life in Bulgaria](#) », [www.ft.com](#), 30 novembre 2014. Selon cette source, l'afflux de Russes dans l'immobilier en Bulgarie a produit, pour la ville de Pomorie, une augmentation de la population de 50 %.

<sup>128</sup> [La mainmise russe sur la Bulgarie](#), op. cit.

<sup>129</sup> « [Bulgarian Minister: 400,000 Russians have a Holiday Home in Bulgaria](#) », op. cit.

<sup>130</sup> « [Russian Influence in Bulgaria](#) », op. cit. Lors de sa conférence de presse conjointe avec Boïko Borissov fin mai 2018, le président russe a mentionné, comme secteurs principaux d'investissement russe dans l'économie bulgare : transformation du pétrole, agriculture, construction et immobilier. Il estimait le montant des investissements russes en Bulgarie en 2017 à plus de 3,3 milliards USD.

représentant une grande diversité de partis – ce pour accroître la force de frappe politique potentielle de la Russie<sup>131</sup>.

Il convient d'évoquer aussi les financements apportés à des par des entreprises en affaires avec la Russie – une situation qui concerne le PSB (de manière indirecte, le parti recevant des financements d'entreprises travaillant avec la Russie)<sup>132</sup> et le Mouvement pour les droits et les libertés, qui représente la minorité turque, qui tire des financements de Delyan Peevski, un oligarque sulfureux ayant de fortes connexions d'affaires avec la Russie. Cela serait la cause principale de la crise suscitée au sein du mouvement par l'épisode de l'avion abattu par les forces armées turques en novembre 2015<sup>133</sup>.

Certains hommes politiques bulgares se font employer par des sociétés russes. On peut citer l'exemple de Milko Kovachev. Ministre de l'Énergie entre 2001 et 2005, il avait lancé le projet de centrale de Béléné (*voir infra*), visiblement dans un schéma de négociation « *hautement corrompu* »<sup>134</sup>, engageant de l'argent public des deux pays ; il a par la suite été vice-président de Rusatom Overseas (une filiale de Rosatom) de février 2013 à juillet 2015<sup>135</sup>. Roumen Ovcharov, autre ancien ministre de l'Énergie, est au *supervisory board* de LUKOIL Neftochim. Milen Veltchev, un ancien ministre des Finances (2001-2005), est le PDG de VTB Capital AD (VTB Capital étant une filiale de VTB), ouverte à Sofia en mars 2012 dans le but de renforcer la position stratégique de VTB Capital dans les Balkans et en Europe centrale et orientale (au nom, d'ailleurs, des « *liens économiques et culturels étroits* » entre la Russie et les pays des Balkans, et du fait de la réduction de la présence des investisseurs de l'UE..., selon le discours d'un haut représentant de VTB Capital lors de la cérémonie d'ouverture de le VTB Capital AD)<sup>136</sup>.

\*\*\*

---

<sup>131</sup> Compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », op. cit.

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>133</sup> Ce parti, dont certains avancent qu'il aurait été créé par les services secrets russes et bulgares, avait alors, par la voix de son fondateur et dirigeant historique Ahmed Dogan, soutenu la Russie contre la Turquie. Le président du MDL depuis 2013, Liutvi Mestan, défendant la position d'Ankara, fut limogé, accusé par Dogan de collusion avec le président turc et donc de trahison à l'encontre des intérêts nationaux bulgares (il indiquera que sa position était à considérer comme « *atlantiste et pas pro-turque* »). Metodi Andreev (GERB) verra dans cette crise la preuve que le MDL constitue un instrument dans les mains de Moscou (*Le littoral bulgare : tête de pont de l'influence russe*, op. cit., p. 65). Un autre parti turc, Dost, a été créé, bénéficiant du soutien d'officiels turcs – et suscitant dans la classe politique bulgare des accusations d'ingérence de la part d'Ankara (Alain Salles, « [En Bulgarie, des élections législatives sous influence de Moscou et d'Ankara](#) », [www.lemonde.fr](#), 25 mars 2017 ; « [Bulgarie : la crise russo-turque coûte son poste au chef du parti des musulmans](#) », [www.lalibre.be](#), 24 décembre 2015 ; compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* »).

<sup>134</sup> Compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* ».

<sup>135</sup> Selon [son profil LinkedIn](#).

<sup>136</sup> « [Russia's VTB Capital Enters Balkans via Bulgaria](#) », [www.novinite.com](#), 1<sup>er</sup> mars 2012.



Dans les relations avec Moscou, les autorités bulgares, quelle que soit la conjoncture politique interne, sont contraintes à un certain pragmatisme dicté par le sentiment pro-russe, qui demeure fort, de l'opinion publique (celle-ci semblant d'ailleurs préférer de très loin l'influence de Moscou à celle d'Ankara, et craindre cette dernière davantage que la Russie, « frère slave orthodoxe ») et par la dépendance énergétique du pays. De nombreux hommes d'affaires et/ou politiciens, souvent dans un cadre marqué par la corruption, ont un intérêt au maintien de bonnes relations entre les deux États. Leur influence conjuguée est de nature à former une forte pression sur le gouvernement bulgare si celui-ci est soumis à des demandes de l'UE ou de l'OTAN susceptibles d'être perçus comme contrecarrant les intérêts russes<sup>137</sup>.

Quelle que soit leur orientation supposée – plus ou moins pro-russe, plus ou moins pro-occidentale –, les plus hauts responsables du pays tiennent des propos assez similaires quant à l'équilibre à tenir entre la Russie d'une part, les structures européennes et euro-atlantiques d'autre part. En 2017, Boïko Borissov déclarait : « *Notre politique est absolument loyale, forte : l'adhésion à 100 % à l'OTAN, qui est notre sécurité et notre défense, et, en même temps, une relation pragmatique avec la Russie en termes d'approvisionnement en gaz et de commerce* ». Pour Roumen Radev, l'actuel président bulgare, « *la Bulgarie est membre de l'Union européenne et de l'OTAN, et donc, elle suit sa voie européenne, sans s'en détourner, mais cela ne veut pas dire que la Bulgarie veut être l'ennemi de la Russie* »<sup>138</sup>. L'opinion publique bulgare semble préconiser le maintien de cet équilibre, quand, malgré la désaffection à l'égard de l'Union européenne qui s'exprime dans ce pays, elle considère que la Russie ne peut être un modèle de développement économique, ni offrir des garanties de prospérité et de sécurité plus crédibles que celles de l'UE et de l'OTAN (l'appartenance à l'Alliance n'étant d'ailleurs pas remise en cause)<sup>139</sup>.

Pour un expert des Balkans, la Bulgarie n'est pas soumise à un vrai dilemme géopolitique comme l'est l'Ukraine – « *on peut donc s'y sentir 'pro-russe' sans que cela ait la moindre implication* »<sup>140</sup>. Et jusqu'à présent, la forte présence économique russe en Bulgarie constitue un facteur de corruption des élites bien davantage qu'une incitation à la réorientation géopolitique du pays<sup>141</sup>. Il semble aussi que la brutalité des positions russes évoquant

---

<sup>137</sup> « [Russian Influence in Bulgaria](#) », op. cit.

<sup>138</sup> « [La Bulgarie, cap à l'Est ?](#) », France 24, 2017. Le même a aussi pu dire que, en tant que général d'un pays membre de l'OTAN, sa loyauté va aux alliés de la Bulgarie – tout en rappelant une nouvelle fois que cela ne doit pas empêcher le dialogue avec Moscou (« [Radev Pleads in Moscow for 'Bulgarian Stream' Pipeline](#) », op. cit.).

<sup>139</sup> « Public Opinion Poll: Bulgarian Foreign Policy, the Russia-Ukraine Conflict and National Security », ECFR, 26 mars 2015.

<sup>140</sup> Compte rendu de la troisième table ronde, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : soft et sharp power », avril 2019.

<sup>141</sup> Ibid.

les « trahisons » de Sofia (South Stream par exemple) ait contribué, comme on l'a observé pour les voisins ex-soviétiques de Moscou, à une prise de distance et à une vision plus inquiète des risques que peut faire peser la Russie sur la société bulgare.

Le balancement observé dans le positionnement des autorités bulgares n'en révèle pas moins une vulnérabilité. On peut supposer que les autorités russes en mesurent toutes les dimensions, et n'hésiteront pas à les instrumentaliser non pas tant pour tenter de modifier l'orientation géopolitique de la Bulgarie, *a priori* solide, mais plutôt, en jouant sur des enjeux politiques ou économiques sollicitant ce « tiraillement » de la Bulgarie, pour accentuer la complexité des processus décisionnels au sein de l'Union européenne et de l'OTAN et susciter un facteur supplémentaire de dilution du consensus interne aux deux organisations. Pour ce faire, elle continuera notamment à mettre en évidence les manques à gagner économiques subis par la Bulgarie du fait de son appartenance à l'UE – en particulier sur les sanctions et les projets énergétiques.

### 2.2.2 – Une Roumanie résistante et peu perméable à l'influence russe

Comme cela a été évoqué dans le rapport n° 2 de la présente étude<sup>142</sup>, Bucarest apparaît bien moins vulnérable à la pression russe que la Bulgarie. La Roumanie défend une position beaucoup plus ferme et absolue vis-à-vis de la Russie, appréhendée comme un problème de sécurité aigu pour la sécurité européenne en général, celle de la zone mer Noire en particulier. Bien avant l'annexion de la Crimée, Bucarest s'est attachée à se poser en *leader* des structures euro-atlantiques pour ce qui concerne l'effort de sauvegarde de la stabilité stratégique en mer Noire. Cette posture, visible dès son accession à l'OTAN, s'est exprimée avec une vigueur renouvelée suite à la guerre en Géorgie. Elle relève de préoccupations de sécurité réelles, conjuguées à des considérations tenant à sa recherche de stature au sein de l'Alliance<sup>143</sup>.

Alourdis par les relations militaires entre les États-Unis et la Roumanie (en particulier dans le domaine des antimissiles), les relations politiques entre Bucarest et Moscou sont tendues et tendues<sup>144</sup>. Bucarest, soutien des sanctions à l'encontre de la Russie, montre une vigilance particulière sur la menace cyber, et les services de renseignement roumains

---

<sup>142</sup> Voir la section « La Roumanie : une ligne dure sur la Russie, une posture de défense en voie de consolidation, la confiance dans l'Alliance atlantique » dans ledit rapport (« Enjeux stratégiques, sécuritaires et militaires », 26 janvier 2019).

<sup>143</sup> Iulia-Sabina Joja, « [Dealing with the Russian Lake Next Door: Romania and Black Sea Security](#) », *War on the Rocks*, 15 août 2018.

<sup>144</sup> On peut évoquer ici, pour illustrer la posture prudente de la Roumanie, le cas de Valer Dorneanu, à la tête de la Cour constitutionnelle roumaine, qui s'est vu reprocher vigoureusement, par le ministre des Affaires étrangères, sa participation au Forum économique de Saint-Petersbourg (« [Romania's Relations With Russia Remain Study in Complexity](#) », *Balkan Insight*, 31 mai 2018).

sont réputés être actifs dans l'action contre-renseignement russe. La Roumanie est également décrite comme volontaire dans ses interactions avec l'East StratCom Task Force de l'UE<sup>145</sup>.

La posture de la Roumanie tire sans doute largement de sa vigueur du sentiment anti-russe historique qui rassemble, dans ce pays, un fort consensus et qui prive la Russie de relais de « sympathisants » dans la société politique et l'opinion publique roumaines. La méfiance à l'égard de la Russie s'est nourrie, dans la période post-Guerre froide, de la politique poursuivie par Moscou en Moldavie (sujet historique douloureux pour la Roumanie)<sup>146</sup>. La Roumanie apparaît d'ailleurs comme le principal avocat de la Moldavie au sein de l'Union européenne et du renforcement de son intégration avec l'UE – une position peu convergente avec celle de la Russie (*voir partie 2.1*)<sup>147</sup>. La conflictualité avec Bucarest que cette situation alimente se retrouve jusque dans la rivalité entre les Églises orthodoxes russe et roumaine dans ce petit pays ex-soviétique<sup>148</sup>. L'Église orthodoxe roumaine semble prudemment favorable à l'autocéphalie de l'Église orthodoxe ukrainienne (prudemment du fait des craintes quant à l'avenir du droit des croyants d'origine roumaine à pouvoir continuer à exercer leur culte en langue roumaine ; et quant au risque que la Moldavie puisse vouloir suivre l'exemple ukrainien<sup>149</sup>).

Bucarest bénéficie en outre de marges de manœuvre dans sa relation avec la Russie du fait que la pénétration économique russe y est raisonnable. La Russie ne fait pas partie du « top 15 » des partenaires commerciaux de la Roumanie (marchés d'importation de produits roumains)<sup>150</sup>. Dans le domaine énergétique, celle-ci, disposant de ressources sur son territoire, n'importerait de Russie qu'environ 20 % du gaz qu'elle consomme (Gazpom étant l'unique source d'importation de gaz, via deux sociétés intermédiaires<sup>151</sup>). Elle prend des initiatives pour tenter de desserrer la dépendance énergétique de certains de ses voisins à l'égard de la Russie – Moldavie (*voir 2.1.1*), mais aussi Bulgarie et Hongrie<sup>152</sup>. Sur cet ensemble d'enjeux, le développement des ressources *offshore* en mer

---

<sup>145</sup> « [Kremlin Influence in Visegrad Countries and Romania](#) », European Values et Wilfried Martens Centre for European Studies, 23 octobre 2017, p. 33.

<sup>146</sup> On rappellera ici que l'annexion de la Crimée a réactivé les craintes, en Roumanie, que la Russie puisse tenter le même type d'aventure avec la Transnistrie.

<sup>147</sup> « [Kremlin Influence in Visegrad Countries and Romania](#) », op. cit., p. 30.

<sup>148</sup> Compte rendu de la table ronde n° 3, « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* » (section 2.1.1), op. cit.

<sup>149</sup> Deux Églises orthodoxes cohabitent en Moldavie – l'une sous la juridiction de Moscou, l'autre sous celle de Bucarest (« [Romanian Website Reveals Two Reasons why the Romanian Patriarchate would Be Reluctant to Ukrainian Autocephaly](#) », orthodoxy.com, 1er novembre 2018.

<sup>150</sup> <http://www.worldstopexports.com/romania-top-15-import-partners/>

<sup>151</sup> Sorin Melenciu, « [Romania Increases its Reliance on Russian Gas as Imports from Gazprom Hit 6-Year High](#) », *Business Review*, 15 février 2019.

<sup>152</sup> On pense ici au projet de gazoduc « BRUA » (Bulgaria-Romania-Hungary-Austria), soutenu financièrement par l'UE mais ralenti par les conditions fiscales proposées par le gouvernement roumain aux sociétés

Noire sera sans doute un paramètre important. Une source décrit comme problématiques des « *investissements considérables* » russes dans l'industrie lourde roumaine<sup>153</sup>. Les investissements russes sont effectivement présents dans des secteurs clés (raffinerie Petrotel (Loukoil), producteur d'aluminium ALRO, entreprises dans le secteur de l'aciérie...). Force est cependant de constater qu'à ce jour, ils n'ont guère affecté les choix de Bucarest en matière de politique étrangère et de sécurité.

L'opinion publique est quant à elle tournée vers les relations avec les partenaires euro-atlantiques. Une enquête réalisée en octobre 2018 montre que 74 % des répondants estiment que les États-Unis devraient demeurer le principal partenaire stratégique de la Roumanie ; 53 % – que l'OTAN devrait maintenir sa présence militaire actuelle dans le pays (33 % – qu'elle devrait l'accroître). Près de 60 % des personnes interrogées considèrent comme une « bonne chose » la base antimissile à Deveselu. 31 % avancent que la Russie est le principal ennemi des intérêts de la Roumanie (soit le taux le plus important pour les réponses désignant un État)<sup>154</sup>. Sur la question de savoir quel pays européen devrait être le principal pays partenaire de la Roumanie, la Russie n'est choisie que par 7 % des personnes sondées (contre 45 % pour l'Allemagne, 29 % pour la France, 16 % pour le Royaume Uni et 2 % pour l'Italie)<sup>155</sup>.

Ce contexte, ancré dans une inimitié de long cours (qui inclut la période de la Guerre froide), n'est pas favorable à l'implantation d'agents d'influence de la Russie en Roumanie et à la constitution de groupes de pression favorables à l'amélioration des rapports avec Moscou. Cela se manifeste notamment au niveau des médias. Il semblerait que la version en roumain de Spoutnik, dont le lectorat est restreint (8 000 abonnés Facebook), soit suivie principalement par des Moldaves<sup>156</sup>. La langue russe n'est pas présente en Roumanie, ce qui compromet l'émergence d'organes de presse susceptibles de contrebalancer le message généralement peu favorable à la Russie des grands médias roumains.

À l'occasion de certains troubles politiques et sociaux en Roumanie, des interrogations ont pu apparaître quant au possible « apport » russe (manifestations anti-exploitation des hydrocarbures de schiste – 2012-2014, référendum anti-mariage de personnes du même sexe – 2018). Si l'hypothèse est impossible à valider aussi bien qu'à exclure (des

---

étrangères pour l'exploitation des ressources *offshore* (voir « [Romania Could Challenge Russian Grip on Europe's Energy](#) », France 24, 18 novembre 2018 ; « [Romanian Gas Problems](#) », Central European Financial Observer, 28 décembre 2018). On peut rappeler ici que la Roumanie était un partisan du projet Nabucco.

<sup>153</sup> « [Kremlin Influence in Visegrad Countries and Romania](#) », op. cit., p. 31.

<sup>154</sup> Toutefois 47 % des personnes interrogées pensent que les relations avec la Russie devraient être améliorées, 29 % qu'elles sont bonnes. En niveau de confiance des responsables internationaux, Jean-Claude Juncker et Vladimir Poutine sont les moins bien lotis – avec respectivement 20 % et 18 % de confiance (« [Study: Romanians are Pro-US, Most See Russia as the Greatest Enemy of National Interests](#) », *Romania Insider*, 29 octobre 2018).

<sup>155</sup> Ibid.

<sup>156</sup> Compte rendu « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft et sharp power* », op. cit. (section 2.1.2).

acteurs à Moscou pouvant parfaitement être intéressés à attiser les tensions dans un pays aux positions peu favorables à la Russie), il semble que les dynamiques locales et nationales aient été prédominantes dans ces mouvements.

Ce manque de prise général de Moscou sur la situation en Roumanie explique qu'elle fasse porter, dans l'espace mer Noire, son effort sur le renforcement de ses relations avec la Turquie d'une part, sur l'entretien de sa présence multiforme en Bulgarie d'autre part, les deux axes devant lui permettre de compliquer les processus décisionnels au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, de réduire la sévérité des mesures prises par les deux organisations à son encontre, et de projeter l'image d'institutions euro-atlantiques désunies.

## CONCLUSION

La Turquie et la Russie déploient chacune des stratégies d'influence non militaires en mer Noire, jouant sur les proximités historiques, culturelles, linguistiques et sur le développement de leur présence économique ; diffusant par différents canaux information et désinformation favorables à leurs intérêts ; s'ingérant dans la vie politique de certains États. Elles se trouvent parfois en situation de rivalité de fait (cf. le cas du parti représentant la minorité turque en Bulgarie) mais, même dans les situations susceptibles de susciter des tensions, comme celles des minorités gagaouzes ou des Tatars de Crimée, les deux pays n'entrent pas en collision. À cela plusieurs raisons. D'une part, la priorisation par la Turquie (consciente de la grande sensibilité des États ex-soviétiques dans la perspective russe) du partenariat avec la Russie, dictée par sa complexe situation internationale, ainsi que le caractère secondaire de la zone mer Noire dans la hiérarchie des priorités géopolitiques d'Ankara (même si son importance relative se renforce indéniablement). D'autre part, l'importance, pour la Russie, de la coopération avec la Turquie pour sécuriser la nouvelle situation stratégique en mer Noire issue de l'annexion de la Crimée. Cela permet à la Turquie de continuer à contribuer de fait à la diversification des relations économiques extérieures des républiques ex-soviétiques de la mer Noire sans susciter de réactions excessivement négatives de Moscou (celle-ci voyant, du reste, d'un œil moins négatif la pénétration économique de la Turquie ou de la Chine, dont elle suppose, à tort ou à raison, qu'elle est moins dommageable pour ses intérêts que celle des Occidentaux et plus « contrôlable » du fait de ses rapports corrects avec Ankara et Pékin).

Entre stratégies d'influence turques et russes en région mer Noire, ce sont indéniablement les secondes qui sont les plus vigoureuses. Dans les années 2000, selon certains analystes sous la pression des révolutions de couleur<sup>157</sup>, la Russie a semblé un temps vouloir développer un *soft power* au sens de Joseph Nye. Des institutions publiques destinées à promouvoir la culture et la langue russes ainsi que les liens avec les diasporas étaient créées (Rossotroudnitchestvo, Rousskii mir). S'y associait une dimension économique coopérative – on se souvient du propos d'Anatolii Tchoubaï en 2003 (il était alors à la tête d'UES, le monopole russe de distribution d'électricité). Evoquant un « *empire libéral* », il avait suggéré des formes de coopération gagnant-gagnant par lesquelles la Russie prêterait assistance économique aux autres pays de la CEI et le *business* russe pourrait y développer ses intérêts<sup>158</sup>. De fait, dans les républiques ex-soviétiques, la Russie, du fait de l'héritage historique commun, ne manquait pas de leviers d'influence « *soft* » – liens économiques, langue, orthodoxie...

---

<sup>157</sup> Compte rendu « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », op. cit.

<sup>158</sup> « [Anatoly Chubais: Russia Should Aim to Create Liberal Empire in CIS](#) », *Pravda.ru*, 25 septembre 2003.

Aujourd'hui, le constat est sans appel. L'Ukraine et la Géorgie, qui maintiennent leur candidature à l'UE et l'OTAN, excluent de rejoindre l'Union économique eurasiatique, dont le marasme – porté par l'absence de l'Ukraine, les difficultés économiques russes, mais aussi la méfiance des autres membres quant aux visées géopolitiques russes après « l'épisode Crimée » – est visuellement accentué par la part croissante de l'Union européenne dans les relations commerciales des pays du Partenariat oriental. Considérant ses intérêts menacés par les initiatives déployées en mer Noire par l'OTAN et l'UE, la Russie a mobilisé ses instruments de *soft power* (médias notamment) principalement dans le sens d'une critique de l'Occident, en oubliant de se promouvoir elle-même. En parallèle, elle a fréquemment joué des leviers économiques selon des modalités coercitives ou punitives. Peinant à considérer les pays de l'ex-URSS comme ses égaux, elle a pratiqué leur endroit une diplomatie alliant arrogance et émotion (ces pays représentant, comme cela a été souligné dans le deuxième volet de la présente étude, des composantes de son glacis de sécurité et de son projet de puissance internationale).

Cette attitude<sup>159</sup> s'est de nouveau manifestée quand le Kremlin (probablement en lien avec l'adoption attendue de la loi sur la langue ukrainienne par la Rada le 25 avril 2019<sup>160</sup>) a annoncé vouloir faciliter l'obtention de passeports russes pour les habitants des régions de Lougansk et de Donetsk puis envisagé de faire de même pour l'ensemble des citoyens ukrainiens<sup>161</sup>. S'il s'agit peut-être, aussi, de « tester » le futur nouveau président ukrainien élu quelques jours plus tôt et d'établir le rapport de forces en vue d'une potentielle relance des négociations sur le Donbass, il est douteux que cela soit porteur du point de vue de la capacité d'attraction de la Russie et des marges de manœuvre du nouveau chef de l'État ukrainien pour mettre les rapports russo-ukrainiens sur de nouveaux rails.

Des réflexes similaires s'expriment dans les rapports avec la Roumanie et, surtout, la Bulgarie (cf., par exemple, les accusations de trahison sur le dossier South Stream, le chantage aux flux touristiques ou les rappels opportuns, en période de tensions, sur la « contribution fondatrice » de la Russie à l'État bulgare moderne). Néanmoins, la partition jouée envers ces pays par Moscou, consciente de ce qu'ils sont désormais solidement ancrés dans les structures euro-atlantiques, consiste surtout à y cultiver ses relais

---

<sup>159</sup> Qui d'ailleurs s'exprime aussi indirectement dans le choix souvent malencontreux des personnalités cooptées dans ces pays pour pousser les intérêts russes, ou dans le propos de certains Russes sur le fait que l'Ukraine, comme la Géorgie avant elle, en reviendra tôt ou tard à de meilleurs sentiments et se rapprochera de la Russie, comme pour signifier que celle-ci n'a pas d'efforts à consentir ou de concessions à faire (Compte rendu « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », op. cit.).

<sup>160</sup> Le président Porochenko avait indiqué vouloir signer la loi avant son départ de la présidence.

<sup>161</sup> Voir « [Putin Expands List of Ukrainians and Others Eligible for Fast-Tracked Russian Passports](#) », Reuters, 1er mai 2019. Selon certaines sources, des réunions avaient eu lieu au cours des mois précédents entre administrations russes et représentants des « services des migrations » des entités DNR et LNR (« [Kreml' natchal pasportizatsiiu jitelei LNR i DNR](#) » [Le Kremlin engage la passeportisation des habitants de LNR et DNR], RBK, 24 avril 2019).

économiques et politiques (souvent corrompus) pour entretenir au sein de l'UE et de l'OTAN des voix moins défavorables à la Russie et compliquer la formulation des politiques de ces organisations à son endroit.

Avec la Turquie, également, la Russie semble jouer un jeu plus rationnel – cultivant la dépendance énergétique, marquant de la compréhension sur les préoccupations de sécurité d'Ankara dans le contexte de la guerre en Syrie, et répondant à la quête de stature internationale du président Erdogan. Cela confirme que la diplomatie russe est sans conteste moins efficace dans son « étranger proche » qu'ailleurs...<sup>162</sup> En tout état de cause, vu de Moscou, l'appui de fait d'une Bulgarie ouverte à l'influence russe et d'une Turquie complice est intéressant si cela peut nourrir le marasme qui caractérise la situation de l'UE comme celle de l'OTAN en en compliquant les processus décisionnels. À cet égard, la possible exagération, par les experts et les décideurs occidentaux, de l'influence et du *sharp power* de Moscou, une problématique évoquée lors des débats organisés dans le cadre de la présente étude, sera considérée comme un avantage pour la Russie bien plus que comme un handicap – ne serait-ce que parce que l'évaluation du risque russe – hybride comme militaire – constitue un facteur de division et d'incompréhension mutuelle entre États membres de l'UE et de l'OTAN<sup>163</sup>.

La vigilance reste évidemment nécessaire. Les pays de la mer Noire sont tous soumis, dans des mesures diverses, à des phénomènes qui les rendent vulnérables aux influences extérieures corrosives – corruption, captation de l'État, érosion des institutions, dégradation de la liberté de la presse, montée des sentiments nationalistes et, souvent, sentiment de désillusion à l'égard de l'Union européenne et/ou de l'OTAN... Si la Russie n'a pas su ou même, selon certains, pas réellement voulu développer son *soft power*, elle pourrait cependant profiter, en cas de montée des mécontentements populaires, de l'écho que rencontre actuellement, dans beaucoup de pays de la mer Noire, le thème de la défense des valeurs traditionnelles et conservatrices qu'elle prétend incarner.

---

<sup>162</sup> Compte rendu « Les stratégies d'influence de la Russie en mer Noire : *soft* et *sharp power* », op. cit.

<sup>163</sup> Ibid.



# Annexe 1      INFRASTRUCTURES ET CAPACITÉS CYBER DE LA RÉGION DE LA MER NOIRE

Par *Nicolas Mazzucchi*

## I. LES GRANDES INFRASTRUCTURES MULTINATIONALES

La région de la mer Noire est parcourue d'infrastructures aussi bien terrestres que maritimes qui permettent l'établissement des canaux de communication des différents pays vers le cyberspace. Les passerelles d'accès au Net, les *Internet Exchange Points* (IXP), se trouvent très majoritairement sur les rives Nord et Ouest de la mer. En effet, suivant la structuration historique du cyberspace, les pays européens ainsi que la Russie (et l'Ukraine) ont été parmi les premiers à bénéficier de l'interconnexion globale et disposent ainsi des points d'accès au réseau. Cette situation, qui peut être à double-tranchant<sup>164</sup>, offre également des possibilités en termes de contrôle des accès, d'autant plus si elle se couple avec des *habitus* relationnels et techniques hérités de l'époque soviétique.

Il est également important d'analyser les tracés de câbles terrestres et sous-marins. La carte des câbles régionaux laisse apparaître une géographie marquée par des routes de câbles terrestres qui suivent le tracé de la mer Noire, en particulier dans l'espace post-soviétique. Comme dans le domaine des hydrocarbures, l'Ukraine sert ici de passerelle principale entre la Russie et l'Europe occidentale, avec plusieurs artères majeures, par Kiev et Odessa notamment. Cette concentration des IXP et des principaux câbles permet de distinguer un certain nombre de nœuds focaux régionaux du cyberspace. Il s'agit en l'espèce de Constanta (Roumanie), Varna (Bulgarie), Novorossiïsk (Russie) et Odessa (Ukraine) ainsi que, de manière secondaire, Poti (Géorgie) et Istanbul (Turquie). Ces points créent une géographie particulière avec des liens spécifiques. En termes sous-marins, la mer Noire est majoritairement marquée par une géographie Est-Ouest avec deux câbles, le *Caucasus Cable System* (Géorgie-Bulgarie), posé fin 2008, et le *Diamond Link* (Géorgie-Roumanie), qui devrait être activé en 2020. Ces deux infrastructures sont la réponse à une dépendance de la Géorgie et, plus généralement, des pays du Caucase vis-à-vis de la Russie. L'infrastructure historique majeure de cette région est en effet le câble sous-marin Russie-Géorgie (ouvert en 2000) possédé par l'opérateur russe Rostelecom<sup>165</sup>. Il s'agit ainsi pour la Géorgie de disposer d'une capacité d'émancipation par

---

<sup>164</sup> Notamment dans le cas russe puisque le grand nombre d'IXP sur le territoire de la Fédération en fait un pays « poreux » en termes de cybersécurité, contrairement à la Chine, qui ne dispose que d'un seul IXP à Hong-Kong.

<sup>165</sup> Rostelecom, qui est également un des principaux fournisseurs de télécommunications d'Arménie, est majoritairement possédé par l'État russe.

rapport à la Russie. Celle-ci, de son côté, a établi en avril 2014 un câble au travers du détroit de Kertch afin de relier la Crimée au Kouban.

Les principaux câbles passent en effet soit par le Caucase russe, soit par la Géorgie pour se connecter ensuite en Russie ou, au travers de la mer Noire, en Europe. La Turquie constitue un système isolé du reste de la région, regardant en termes d'infrastructures vers le Sud (Grèce, Chypre, Irak, etc.). Des liaisons Nord-Sud sont également à noter dans la partie occidentale de la mer Noire entre Odessa et la Méditerranée, au travers des détroits turcs.

## 2. LES DISPOSITIFS NATIONAUX DE PROTECTION

Le niveau de préparation contre les cyberagressions est particulièrement disparate dans les pays riverains de la mer Noire. Les classements internationaux, notamment le *Global Cybersecurity Index* (GCI) de l'Union internationale des télécommunications, font ressortir les écarts entre les pays les mieux préparés aux cyberattaques – Russie et Géorgie – et les autres pays de la région. Le GCI est un indice composite qui prend en compte tant les capacités techniques que la législation en place ou les organismes dédiés à la lutte contre les cybermenaces (CERT/CSIRT par exemple)<sup>166</sup>. La région de la mer Noire est relativement bien positionnée au niveau mondial – du fait de sa proximité avec l'Europe notamment – dans le domaine de la cybersécurité. Il est néanmoins intéressant de noter que les deux principales puissances de la région, Russie et Turquie, obtiennent des scores assez faibles sur le volet coopération, ce qui limite les perspectives d'une vision régionale des problématiques cyber. Ainsi, au niveau de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, un plan d'action sur les technologies de l'information et de la communication devrait être adopté fin 2019, très tardivement par rapport à la plupart des organisations multinationales<sup>167</sup>.

À l'exception de la Russie, l'ensemble des pays de la région adhèrent à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, marquant la volonté de coopérer dans ce domaine ; certains pays comme la Turquie n'ont néanmoins rejoint que tardivement cette convention (2015 pour un texte original de 2001) – signe d'une certaine réticence historique dans la coopération. En outre, il faut noter que les pays de l'Union européenne sont quant à eux astreints depuis le printemps 2018 aux exigences de la Directive Sécurité et Réseaux d'Information (SRI), qui les oblige à augmenter leur niveau d'exigence en termes de cybersécurité, notamment par l'établissement d'un CSIRT de niveau national<sup>168</sup>.

---

<sup>166</sup> Comme indiqué dans le document de référence ([https://www.itu.int/dms\\_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GCI.01-2017-R1-PDF-E.pdf](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GCI.01-2017-R1-PDF-E.pdf)), le GCI est un indicateur composite prenant en compte 25 sous-indicateurs.

<sup>167</sup> Le GUAM dispose quant à lui d'un groupe de travail sur la cybersécurité qui est actif depuis 2014, sous la présidence de l'Ukraine.

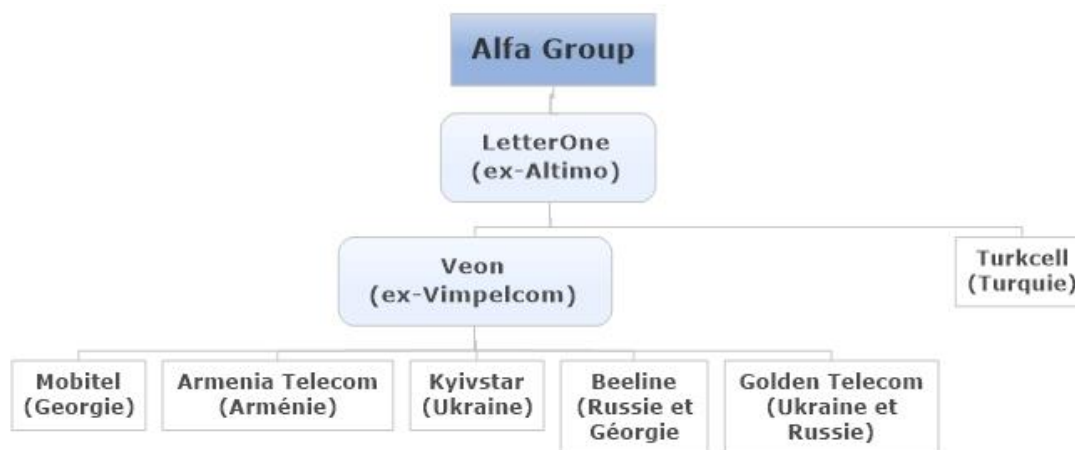
<sup>168</sup> Ces mêmes pays sont également soumis aux exigences du RGPD, qui, s'il n'est pas un texte de cybersécurité, les contraint également à prendre des mesures en termes de protection des données.

### 3. LES CAPACITÉS D'ACTION ET DE RÉSILIENCE CYBER

La Russie ayant déjà fait la démonstration de ses capacités par le passé, en particulier lors du conflit de 2008 en Géorgie et, supposément, en 2014 en Ukraine, elle apparaît comme le principal agresseur cyber potentiel. Elle est l'un des deux seuls pays – avec Israël<sup>169</sup> – à avoir fait usage de l'arme cyber dans un conflit militaire (Géorgie), ce qui lui donne un avantage certain en matière d'expérience dans le domaine.

Les capacités de la Russie, notamment son rôle en termes infrastructurels, lui permettraient de procéder à des attaques sur les couches basses du cyberspace, en particulier en détournant le trafic de pays entiers. Ce type d'attaque sur les protocoles d'échange d'informations (*border gate protocol*) s'est déjà produit à plusieurs reprises et présente l'avantage de canaliser les communications et, par voie de conséquence, de permettre le contrôle de l'information. En outre, les acteurs russes des télécommunications sont extrêmement puissants dans la région par leur rôle de fournisseurs de services mobiles ou Internet. L'entreprise privée Alfa Group du milliardaire M. Fridman est présente au travers de ses filiales ou sous-filiales dans l'ensemble des pays de la mer Noire qui ne sont pas membres de l'UE. Même si Alfa Group n'est pas lié à l'État russe, les capacités d'action légales des services de ce dernier vis-à-vis des fournisseurs de télécommunications doivent alerter sur le levier que représentent les positions d'Alfa Group dans l'ensemble de la région.

Figure n° 1 : PRÉSENCE D'ALFA GROUP DANS LES PAYS DE LA MER NOIRE



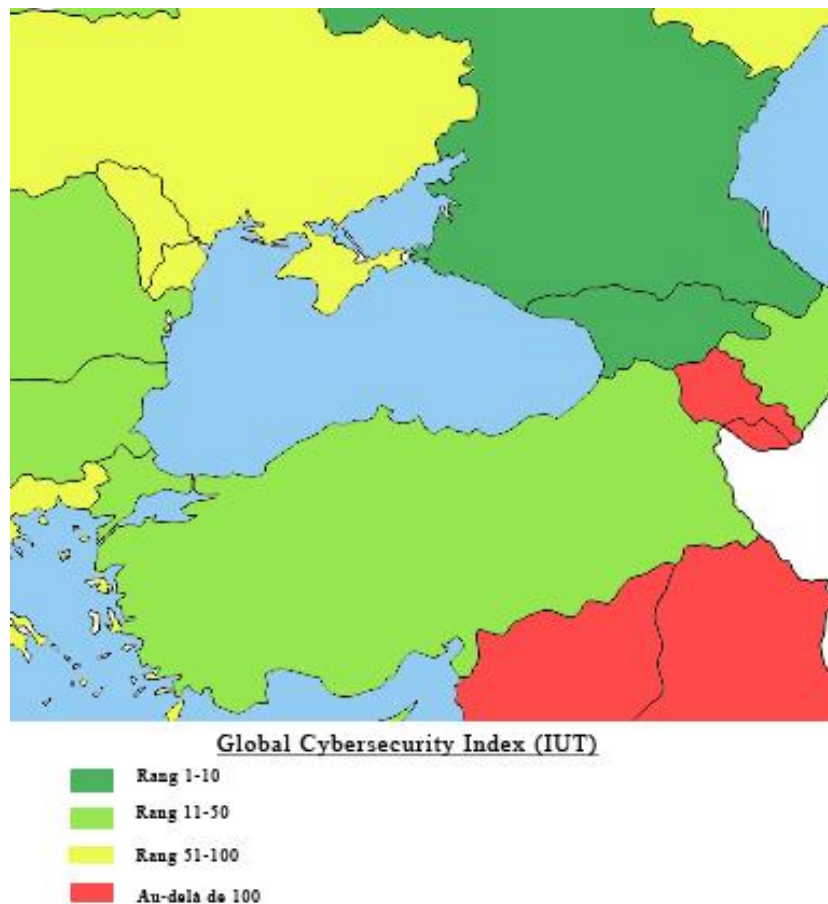
La Turquie est dans une position particulière en ce qui concerne le cyberspace. Le contrôle informationnel fort dans le pays, en particulier depuis le coup d'État de 2016, en fait un des pays où la liberté du Net est particulièrement faible<sup>170</sup>. Toutefois, le pays

<sup>169</sup> En 2007, l'opération Verger contre la Syrie utilise une combinaison cyber-guerre électronique – frappes aériennes.

<sup>170</sup> Selon le *think tank* américain Freedom House, la Turquie voit son score de liberté en ligne diminuer d'année en année, pour atteindre 66/100 en 2017 – la situation la pire de la région, à égalité avec la Russie (<https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2016/turkey>).

est, paradoxalement, renommé pour le niveau de ses hackers. Actifs au sein de la communauté mondiale des spécialistes des cyber-agressions, ils se classent généralement bien dans les différents « classements » mondiaux qui pullulent dans le *deep web* sur les défacements de sites<sup>171</sup>. Sans qu'il soit réellement possible d'établir des liens clairs entre le gouvernement turc et une population de hackers – même si les services de renseignement turcs (MIT) disposent d'une direction du renseignement technique et électronique partiellement dédiée aux actions cyber<sup>172</sup>, ce qui complique l'évaluation des capacités dont dispose réellement l'État<sup>173</sup>.

**Figure n° 2 : NIVEAU DE CYBERSÉCURITÉ DES ÉTATS DE LA RÉGION DE LA MER NOIRE**



<sup>171</sup> <https://cyware.com/news/top-10-countries-with-most-hackers-in-the-world-42e1c94e>

<sup>172</sup> <http://mit.gov.tr/fra/teskilat.html> ; le MIT aurait conduit une cyberattaque en Lituanie dans le but de récupérer les clés de cryptage de l'application de discussion ByLock, supposément utilisée par les réseaux gülenistes (<http://www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/turkish-intelligence-unveils-secret-codes-used-before-coup-attempt-103843>).

<sup>173</sup> E. Seker et I. Tolga, *National Cyber Security Organization: Turkey*, Tallinn, CCDCOE, 2018.

Figure n° 3 : ARCHITECTURE DU RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA MER NOIRE

